

TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

Bien-Être, Santé publique et Famille

[C – 2017/12951]

8 JUIN 2017. — Arrêté ministériel établissant les services d'aide logistique éligibles au subventionnement et établissant le nombre de ETP par catégorie fonctionnelle et par service pour l'année 2017

Le Ministre flamand du Bien-Être, de la Santé publique et de la Famille,

Vu le décret sur les soins résidentiels du 13 mars 2009, l'article 60 ;

Vu l'annexe II, jointe à l'arrêté du Gouvernement flamand du 24 juillet 2009 relatif à la programmation, aux conditions d'agrément et au régime de subventionnement de structures de services de soins et de logement et d'associations d'usagers et d'intervenants de proximité, l'article 6, § 1^{er} ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, rendu le 15 mai 2017,

Arrête :

Article 1^{er}. À partir du 1^{er} janvier 2017, le service privé suivant d'aide logistique est éligible au subventionnement. À ce service sont assignés 9,5 équivalents à temps plein (etp) de personnel logistique.

Numéro d'agrément	Service privé d'aide logistique	Etp personnel logistique
701	Socialistische Actie Blankenberge	9,5
	TOTAL	9,5

Art. 2. À partir du 1^{er} janvier 2017, le service public suivant d'aide logistique est éligible au subventionnement. À ce service sont assignés 2,5 équivalents à temps plein (etp) de travailleurs de groupe-cible.

Numéro d'agrément	Service public d'aide logistique	Etp travailleurs de groupe-cible
717	CPAS Bruges	2,5
	TOTAL	2,5

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2017.

Bruxelles, le 8 juin 2017.

Le Ministre flamand du Bien-Être, de la Santé publique et de la Famille,

J. VANDEURZEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2017/30429]

1^{er} JUIN 2017. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération du 20 février 2017 entre l'Etat fédéral, la Région de Bruxelles-Capitale et la Région wallonne relatif à la gestion du service pour la régularisation des impôts régionaux et des capitaux fiscalement prescrits non scindés et à la mise en place d'un système de régularisation des capitaux fiscalement prescrits non scindés, instaurant un régime de régularisation fiscale limité dans le temps et instaurant des mesures concernant le transfert de la propriété d'un immeuble d'une société à un associé, la renonciation à l'usufruit sur un bien immeuble suivie ou précédée par une donation, les clauses d'attribution de la totalité du patrimoine commun ou clauses de partage inégal de ce patrimoine commun, sans condition de survie, mieux connues sous les termes de « clause de la maison mortuaire » et la révision du montant des amendes (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Assentiment à l'accord de coopération du 20 février 2017 entre l'État fédéral, la Région de Bruxelles-Capitale et la Région wallonne relatif à la gestion du service pour la régularisation des impôts régionaux et des capitaux fiscalement prescrits non scindés et à la mise en place d'un système de régularisation des capitaux fiscalement prescrits non scindés*

Article 1^{er}. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 20 février 2017 entre l'État fédéral, la Région de Bruxelles-Capitale et la Région wallonne relatif à la gestion du service pour la régularisation des impôts régionaux et des capitaux fiscalement prescrits non scindés et à la mise en place d'un système de régularisation des capitaux fiscalement prescrits non scindés, annexé au présent décret.

CHAPITRE II. — *Instauration d'un régime de régularisation fiscale limité dans le temps*

Art. 2. § 1^{er}. Peuvent faire l'objet d'une déclaration-régularisation visée à l'article 1^{er}, 5^o, de l'accord de coopération du 20 février 2017 entre l'État fédéral, la Région de Bruxelles-Capitale et la Région wallonne relatif à la gestion du service pour la régularisation des impôts régionaux et des capitaux fiscalement prescrits non scindés et à la mise en place d'un système de régularisation des capitaux fiscalement prescrits non scindés, dénommés ci-après « l'accord de coopération du 20 février 2017 » :

- les sommes, capitaux ou valeurs mobilières sur lesquels des droits de succession prescrits sont dus dans la mesure où ces sommes, capitaux ou valeurs mobilières font partie de la succession d'un habitant du Royaume ou étaient censés en faire partie pour lesquels la Région wallonne est compétente en vertu des articles 3, 4^o, 4, § 1^{er}, et 5, § 2, 4^o, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions;

- les sommes, capitaux ou valeurs mobilières sur lesquels des droits de succession non prescrits sont dus dans la mesure où ces sommes, capitaux ou valeurs mobilières font partie de la succession d'un habitant du Royaume ou sont censés en faire partie pour lesquels la Région wallonne est compétente en vertu des articles 3, 4^o, 4, § 1^{er}, et 5, § 2, 4^o, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions;

- les sommes, capitaux ou valeurs mobilières sur lesquels des droits d'enregistrement prescrits sont dus dans la mesure où ces sommes, capitaux ou valeurs mobilières proviennent d'actes pour lesquels la Région wallonne est compétente en vertu des articles 3, 6^o à 8^o, 4, § 1^{er}, et 5, § 2, 6^o à 8^o, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions;

- les sommes, capitaux ou valeurs mobilières sur lesquels des droits d'enregistrement non prescrits sont dus dans la mesure où ces sommes, capitaux ou valeurs mobilières proviennent d'actes pour lesquels la Région wallonne est compétente en vertu des articles 3, 6^o à 8^o, 4, § 1^{er}, et 5, § 2, 6^o à 8^o, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

Par dérogation à l'alinéa précédent, doivent faire l'objet d'une déclaration-régularisation, visée à l'article 1^{er}, 5^o, de l'accord de coopération du 20 février 2017, les sommes, capitaux ou valeurs mobilières sur lesquels des droits de succession ou des droits d'enregistrement :

1^o non prescrits sont dus si cumulativement :

a) les revenus provenant de ces sommes, capitaux ou valeurs mobilières font l'objet d'une régularisation fiscale en vertu de la loi du 21 juillet 2016 visant à instaurer un système permanent de régularisation fiscale et sociale;

b) le déclarant ne démontre pas au moyen d'une preuve écrite, complétée le cas échéant par d'autres moyens de preuve tirés du droit commun, à l'exception du serment et de la preuve par témoins, que ces sommes, capitaux ou valeurs mobilières ont été soumis selon les cas, aux droits de successions ou aux droits d'enregistrement visés à l'alinéa 1^{er};

2^o prescrits sont dus lorsque les deux conditions suivantes sont réunies :

a) les revenus provenant de ces sommes, capitaux ou valeurs mobilières font l'objet d'une régularisation fiscale en vertu de la loi du 21 juillet 2016 visant à instaurer un système permanent de régularisation fiscale et sociale;

b) le déclarant ne démontre pas au moyen d'une preuve écrite, complétée le cas échéant par d'autres moyens de preuve tirés du droit commun, à l'exception du serment et de la preuve par témoins, que ces sommes, capitaux ou valeurs mobilières ont été soumis selon les cas, aux droits de successions ou aux droits d'enregistrement visés à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Par droits de succession prescrits, on entend les droits de succession à l'égard desquels l'administration fiscale ne peut plus exercer au moment de l'introduction de la déclaration-régularisation de pouvoir de perception dans le chef de celui au nom de qui la déclaration-régularisation est introduite suite à l'expiration des délais visés aux articles 137, 139, 140¹ et 140² du Code des droits de succession.

§ 3. Par droits d'enregistrement prescrits, on entend les droits d'enregistrement à l'égard desquels l'administration fiscale ne peut plus exercer au moment de l'introduction de la déclaration-régularisation de pouvoir de perception dans le chef de celui au nom de qui la déclaration-régularisation est introduite suite à l'expiration des délais visés aux articles 214, 216, 217¹ et 217² ou 218 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe.

§ 4. Les droits prescrits visés aux paragraphes 2 et 3 sont issus des infractions visées à l'article 8.

§ 5. Les sommes, capitaux ou valeurs mobilières visées par la présente disposition peuvent faire l'objet d'une déclaration-régularisation uniquement jusqu'au 31 décembre 2020.

Art. 3. Par dérogation à l'article 2, § 1^{er}, ne peuvent pas être régularisés :

1^o les droits de succession dus sur les sommes, capitaux ou valeurs mobilières qui font partie de la succession d'un habitant du Royaume ou qui sont censés en faire partie dans les cas suivants :

a) la succession est ouverte après le 31 décembre 2016;

b) la succession, ouverte avant le 1^{er} janvier 2017, n'a pas fait l'objet d'une déclaration de succession introduite avant le 1^{er} juillet 2017 ou dans le délai sur lequel l'administration a marqué son accord par écrit avant cette date;

2^o les droits d'enregistrement dus sur les sommes, capitaux ou valeurs mobilières qui proviennent d'actes qui ont été enregistrés après le 15 juin 2017 ou qui auraient dû l'être.

Art. 4. Les sommes, capitaux ou valeurs mobilières visés à l'article 2 ne sont régularisés que pour autant que le déclarant, au sens de l'article 1^{er}, 7^o, de l'accord de coopération du 20 février 2017, démontre, au moyen d'une preuve écrite, complétée le cas échéant par d'autres moyens de preuve tirés du droit commun, à l'exception du serment et de la preuve par témoins, la nature des droits à régulariser et la période à laquelle appartiennent les droits à régulariser.

Sans préjudice de l'article 8, ne peuvent pas être régularisés les sommes, capitaux ou valeurs qui sont liés :

1^o au terrorisme ou au financement du terrorisme;

2^o à la criminalité organisée;

3^o au trafic illicite de stupéfiants;

4^o au trafic illicite d'armes, de biens et de marchandises en ce compris les mines anti-personnel et/ou les sous-munitions;

5^o au trafic de main-d'œuvre clandestine;

6^o à la traite des êtres humains;

7^o à l'exploitation de la prostitution;

8^o à l'utilisation illégale, chez les animaux, de substances à effet hormonal ou au commerce illégal de telles substances;

9^o au trafic illicite d'organes ou de tissus humains;

10^o à la fraude au préjudice des intérêts financiers des Communautés européennes;

11° au détournement par des personnes exerçant une fonction publique et à la corruption;

12° à la criminalité environnementale grave;

13° à la contrefaçon de monnaie ou de billets de banque;

14° à la contrefaçon de biens;

15° à la piraterie;

16° à un délit boursier;

17° à un appel public irrégulier à l'épargne ou de la fourniture de services d'investissement, de commerce de devises ou de transferts de fonds sans agrément;

18° à une escroquerie, à une prise d'otages, un vol ou une extorsion ou une infraction liée à l'état de faillite.

La déclaration-régularisation doit être accompagnée d'une explication succincte du schéma de fraude, ainsi que de l'ampleur et de l'origine des sommes et des capitaux fiscalement prescrits régularisés, de la période pendant laquelle ceux-ci sont apparus et des comptes financiers utilisés pour les montants régularisés.

Art. 5. § 1^{er}. Les droits d'enregistrement non prescrits régularisés sont soumis à un prélèvement conforme au taux normal d'imposition qui leur était applicable au moment auquel lesdits droits étaient dus, majoré de vingt-deux points de pourcentage.

Lors de la détermination du prélèvement visé à l'alinéa 1^{er}, il n'est tenu compte d'aucun abattement ou de réductions des droits dus.

§ 2. Les droits de succession non prescrits régularisés sont soumis à un prélèvement conforme au taux normal d'imposition qui leur était applicable au moment auquel lesdits droits étaient dus, majoré de vingt-deux points de pourcentage.

Lors de la détermination du prélèvement visé à l'alinéa 1^{er}, il n'est tenu compte d'aucun abattement ou de réductions des droits dus.

§ 3. Les droits d'enregistrement et de succession prescrits régularisés sont soumis à un prélèvement à un taux de trente-sept pourcents sur :

1° les sommes, capitaux ou valeurs mobilières qui faisaient partie de la succession d'un habitant du Royaume ou qui étaient censés en faire partie;

2° les sommes, capitaux ou valeurs mobilières provenant d'actes pour lesquels des droits d'enregistrement étaient dus.

Lors de la détermination du prélèvement visé à l'alinéa 1^{er}, il n'est tenu compte d'aucun abattement ou de réductions des droits dus.

§ 4. A partir du 1^{er} janvier 2018, les points de pourcentage et les pourcents repris aux paragraphes 1 à 3 sont majorés comme suit :

- vingt-deux points de pourcentage deviennent vingt-trois points de pourcentage;
- trente-sept pourcents deviennent trente-huit pourcents.

A partir du 1^{er} janvier 2019, les points de pourcentage et les pourcents obtenus après application de l'alinéa 1^{er} sont majorés comme suit :

- vingt-trois points de pourcentage deviennent vingt-quatre points de pourcentage;
- trente-huit pourcents deviennent trente-neuf pourcents.

A partir du 1^{er} janvier 2020, les points de pourcentage et les pourcents obtenus après application de l'alinéa 2 sont majorés comme suit :

- vingt-quatre points de pourcentage deviennent vingt-cinq points de pourcentage;
- trente-neuf pourcents deviennent quarante points pourcents.

Art. 6. § 1^{er}. Si la déclaration-régularisation est réalisée conformément aux dispositions du présent décret ainsi qu'à celles de l'accord de coopération du 20 février 2017, le paiement définitif et effectué sans aucune réserve des prélèvements mentionnés à l'article 5, § 1^{er}, a pour conséquence que les sommes, capitaux ou valeurs mobilières sur lesquels les droits étaient dus ne sont plus ou ne peuvent plus être pour le surplus soumis à aucun droit tels que prévus par le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe pour autant qu'ils se rapportent aux droits d'enregistrement mentionnés à l'article 2, en ce compris aux amendes et intérêts de retard qui y sont prévus.

§ 2. Si la déclaration-régularisation est réalisée conformément aux dispositions du présent décret ainsi qu'à celles de l'accord de coopération du 20 février 2017, le paiement définitif et effectué sans aucune réserve des prélèvements mentionnés à l'article 5, § 2, a pour conséquence que les sommes, capitaux ou valeurs mobilières sur lesquels les droits étaient dus ne sont plus ou ne peuvent plus être pour le surplus soumis à aucun droit tels que prévus par le Code des droits de succession, en ce compris aux amendes et intérêts de retard qui y sont prévus.

Art. 7. Ni la déclaration-régularisation, ni le paiement des prélèvements, ni l'attestation-régularisation transmise par le Point de contact ne produisent d'effets si :

1° les sommes, capitaux ou valeurs mobilières régularisés proviennent d'une infraction visée à l'article 505 du Code pénal, sauf lorsque ceux-ci ont été acquis exclusivement par des infractions :

a) visées aux articles 206 et 206bis du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe si ces articles se rapportent aux droits d'enregistrement repris à l'article 2;

b) visées aux articles 133 et 133bis du Code des droits de succession;

2° les sommes, capitaux ou valeurs mobilières régularisés proviennent d'une infraction visée à l'article 5, § 3, de la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme à l'exception de l'infraction visée à l'article 5, § 3, 1°, onzième tiret, de la même loi, et de l'infraction d' « abus de biens sociaux » et d' « abus de confiance », s'ils sont régularisés conformément aux dispositions du présent chapitre;

3° avant l'introduction de la déclaration-régularisation, le déclarant est informé par écrit d'actes d'investigation spécifiques en cours soit par une instance judiciaire belge soit par une administration fiscale belge;

4° une déclaration-régularisation est déjà introduite en faveur du même déclarant depuis la date de l'entrée en vigueur des dispositions du présent chapitre.

Art. 8. § 1^{er}. Les personnes qui se sont rendues coupables d'infractions visées aux articles 206 et 206bis du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe pour autant que ces articles se rapportent aux droits d'enregistrement qui sont mentionnés à l'article 3, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, aux articles 133 et 133bis du Code des droits de succession ou d'infractions visées à l'article 505 du Code pénal, dans la mesure où elles visent les avantages patrimoniaux tirés directement des infractions précitées ou les biens et valeurs qui leur ont été substitués ou les revenus de ces avantages investis, ainsi que les personnes qui sont coauteurs ou complices de telles infractions au sens des articles 66 et 67 du Code pénal, sont exonérés de poursuites pénales de ce chef si elles n'ont pas fait l'objet avant la date de l'introduction de la déclaration-régularisation visées à l'article 1^{er}, 5°, de l'accord de coopération du 20 février 2017, d'une information ou d'une instruction judiciaire du chef de ces infractions et si une déclaration-régularisation est effectuée dans les conditions du présent décret ainsi que de celles de l'accord de coopération du 20 février 2017 et si le prélèvement dû en raison de cette déclaration-régularisation est payé définitivement et sans aucune réserve.

§ 2. Pour toutes les infractions autres que celles définies au paragraphe 1^{er}, les personnes visées au paragraphe 1^{er} peuvent toujours faire l'objet de poursuites pénales.

Les personnes qui se sont rendues coupables des infractions définies aux articles 193 à 197, 489 à 490bis, 491 et 492bis du Code pénal, à l'article 16 de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité des entreprises, à l'article 12 de l'arrêté royal du 5 octobre 2006 portant certaines mesures relatives au contrôle du transport transfrontalier d'argent liquide, aux différentes dispositions pénales du Code des sociétés, et qui ont été commises en vue de commettre ou de faciliter les infractions définies au paragraphe 1^{er} ou qui résultent des infractions définies au paragraphe 1^{er}, restent pour ces infractions exonérées de sanction, si elles n'ont pas fait l'objet avant la date de l'introduction de la déclaration-régularisation conformément aux dispositions du présent décret ainsi qu'à celles de l'accord de coopération du 20 février 2017 d'une information ou d'une instruction judiciaire du chef de ces infractions, si elles ont effectué une déclaration-régularisation dans les conditions de la présente loi et si elles ont payé définitivement et sans aucune réserve le prélèvement dû conformément au présent décret.

Les dispositions des alinéas 1^{er} et 2 ne sont pas applicables aux coauteurs et complices qui n'ont pas déposé une déclaration-régularisation.

Les dispositions visées aux alinéas 1 à 3 ne portent pas atteinte aux droits de tiers.

CHAPITRE III. — *Adaptation des Codes fiscaux en vue de lutter contre les abus et les fraudes fiscales*

Section 1^{re}. — Modifications au Code des droits d'enregistrement

Art. 9. Dans l'article 129 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, remplacé par loi du 23 décembre 1958 et modifié par la loi du 12 juillet 1979 et par la loi du 15 juillet 1985, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « directement ou par des personnes liées » sont insérés entre les mots « plusieurs associés » et les mots « autrement que par voie d'apport en société »;

2° un alinéa 4 est ajouté rédigé comme suit : « Par dérogation à l'alinéa 3, lorsqu'un immeuble bâti ou non bâti a été apporté ou a été acquis sous le régime des droits d'enregistrement et que des aménagements, des constructions, des reconstructions ou des transformations nécessitant un permis d'urbanisme ont été réalisés sur cet immeuble au cours de l'existence de la société, le droit établi pour les ventes, diminué du droit d'enregistrement perçu lors de l'entrée dans le patrimoine social, est dû sur la valeur totale de l'immeuble lorsqu'il est acquis par un associé qui faisait partie de la société au jour de l'apport ou de l'acquisition de celui-ci par la société. »;

3° un alinéa 5 est ajouté rédigé comme suit : « L'application de l'alinéa 3 est subordonnée à la condition que les parties déclarent, dans ou au pied de la convention qui donne lieu à la perception du droit d'enregistrement proportionnel ou dans un écrit signé joint à cette convention, que des travaux visés à l'alinéa 4 n'ont pas été réalisés sur cet immeuble par la société. »;

4° un alinéa 6 est ajouté rédigé comme suit : « Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, on entend par personne liée, les collatéraux, les ascendants et descendants des associés jusqu'au deuxième degré, le conjoint ainsi que les personnes avec lesquelles ils cohabitent légalement. Sont également considérées comme personnes liées, les descendants ou les ascendants jusqu'au deuxième degré du conjoint ou du cohabitant de l'associé. »;

5° un alinéa 7 est ajouté rédigé comme suit : « Le droit de vente est perçu sur l'acquisition, lorsque les parties n'indiquent pas, dans une déclaration certifiée et signée dans ou au pied de la convention qui donne lieu à la perception du droit d'enregistrement proportionnel ou dans un écrit signé joint à cette convention, que l'acquéreur n'est ni associé, ni une personne liée au sens de l'alinéa 6. »;

6° un alinéa 8 est ajouté et rédigé comme suit : « En l'absence des déclarations visées aux alinéas 5 et 7, la convention est enregistrée au droit de vente; ce qui est perçu au-delà du droit qui aurait dû être appliqué si de telles déclarations avaient été reprises est restituable conformément à l'article 209, alinéa 1^{er}, 1°, d), sur la base d'une déclaration de l'acquéreur reprenant la mention prévue à ces alinéas. ».

Art. 10. Dans l'article 130 du même Code, modifié par la loi du 14 mars 1962, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « directement ou par des personnes liées » sont insérés entre les mots « plusieurs associés » et les mots « autrement que par voie d'apport en société »;

2° un alinéa 2 est ajouté, rédigé comme suit : « Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, on entend par personne liée, les collatéraux, les ascendants et descendants des associés jusqu'au deuxième degré, le conjoint ainsi que les personnes avec lesquelles ils cohabitent légalement. Sont également considérées comme personnes liées, les descendants ou les ascendants jusqu'au deuxième degré du conjoint ou du cohabitant de l'associé. »;

3° un alinéa 3 est ajouté rédigé comme suit : « Sauf déclaration contraire des parties, certifiée et signée dans ou au pied de la convention qui donne lieu à la perception du droit d'enregistrement proportionnel ou dans un écrit signé joint à cette convention, l'acquéreur est réputé être associé de la société ou une personne liée au sens de l'alinéa précédent. »;

4° un alinéa 4 est ajouté et rédigé comme suit: « En l'absence de déclaration visée à l'alinéa 3, la convention est enregistrée au droit de vente; ce qui est perçu au-delà du droit qui aurait dû être appliqué si une telle déclaration avait été reprise est restituable conformément à l'article 209, alinéa 1^{er}, 1^o, e), sur la base d'une déclaration de l'acquéreur reprenant la mention prévue à cet alinéa. ».

Art. 11. Dans l'article 209 du Code des droits d'enregistrement, à l'alinéa 1^{er}, 1^o, deux literas sont ajoutés :

« d) que les conditions de non-application de l'article 129 sont remplies;

e) que l'acquéreur n'est ni associé de la société, ni une personne liée au sens de l'article 130. ».

Art. 12. L'article 133 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 30 avril 2009, est complété par les deux alinéas suivants :

« Concernant l'alinéa 2, b), en cas d'existence d'un démembrement de la pleine propriété résultant d'une succession, si l'usufruitier renonce à son droit en faveur du/des nu-propriétaire(s) avant ou après lui/leur avoir donné, dans un délai maximum de trois ans, le droit de propriété ou de nue-propriété qu'il détenait aussi sur le même bien immeuble, la base imposable de cette donation sera revue, sauf si l'usufruitier prouve que l'ensemble de ces actes juridiques se justifie par d'autres motifs que la volonté d'éviter les droits dus, afin d'y ajouter la valeur vénale de l'usufruit auquel il a été renoncé et permettre ainsi la perception du droit complémentaire de donation. La valeur vénale de l'usufruit auquel il a été renoncé est également calculée conformément aux articles 47 à 50 au jour de la donation.

Pour la révision de la base imposable visée à l'alinéa 3, il est uniquement tenu compte de la valeur vénale de l'usufruit qui a été recueilli par succession. ».

Art. 13. L'article 206 du même Code, remplacé par la loi du 10 février 1981, modifiée la loi du 4 août 1986, par l'arrêté royal du 20 juillet 2000, par l'arrêté royal du 13 juillet 2001, par la loi du 27 décembre 2006 et par la loi du 20 septembre 2012, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Lorsque l'infraction est commise dans le cadre d'un droit d'enregistrement qui est un impôt régional au sens de l'article 3, alinéa 1^{er}, 6° à 8°, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, le montant du maximum de l'amende fixé à l'alinéa 1^{er} est porté à 500 000 euros en cas de contravention aux règles régissant ces impôts à l'exception de celles relatives aux règles de procédure. ».

Art. 14. L'article 206bis du même Code, inséré par la loi du 10 février 1981 et modifié en dernier lieu par la loi du 4 août 1986, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Lorsque l'infraction est commise dans le cadre d'un droit d'enregistrement qui est un impôt régional au sens de l'article 3, alinéa 1^{er}, 6° à 8°, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, le montant du maximum de l'amende fixé aux alinéas 1^{er} et 2 est porté à 500 000 euros en cas de contravention aux règles régissant ces impôts à l'exception de celles relatives aux règles de procédure. ».

Art. 15. L'article 207bis du même Code, inséré par la loi du 10 février 1981 et modifié en dernier lieu par la loi du 4 août 1986, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Lorsque l'interdiction est enfreinte dans le cadre d'un droit d'enregistrement qui est un impôt régional au sens de l'article 3, alinéa 1^{er}, 6° à 8°, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, le montant du maximum de l'amende fixé à l'alinéa 1^{er} est porté à 500 000 euros en cas de contravention aux règles régissant ces impôts à l'exception de celles relatives aux règles de procédure. ».

Section 2. — Modifications au Code des droits de succession

Art. 16. L'article 5 du Code des droits de succession est remplacé par ce qui suit :

« Art. 5. L'époux survivant, auquel une convention de mariage non sujette aux règles relatives aux donations attribue plus que la moitié du patrimoine commun, est assimilé, pour la perception des droits de succession et de mutation par décès, à l'époux survivant qui, en l'absence d'une dérogation au partage égal du patrimoine commun, recueille, en tout ou en partie, la portion de l'autre époux, en vertu d'une disposition à cause de mort. ».

Art. 17. Dans l'article 133 du même Code, remplacé par la loi du 10 février 1981 modifié par la loi du 4 août 1986, par l'arrêté royal du 20 juillet 2000 ainsi que par l'arrêté du 13 juillet 2001, les modifications suivantes sont apportées :

1° le nombre « 12 500 » est remplacé par le nombre « 500 000 »;

2° l'article est complété par les mots « à l'exception des dispositions relatives aux règles de procédure auquel cas le maximum de l'amende est fixé à 12 500 EUR ».

Art. 18. Dans l'article 133bis du même Code inséré par la loi du 10 février 1981, modifié par la loi du 4 août 1986, par l'arrêté royal du 20 juillet 2000 et par l'arrêté royal du 13 juillet 2001, les modifications suivantes sont apportées :

1° le nombre « 12 500 » est remplacé par « 500 000 »;

2° l'alinéa 1^{er} est complété par la phrase suivante « Dans le cas où l'infraction est relative à une règle de procédure, le maximum de l'amende est fixé à 12 500 euros. »;

3° l'alinéa 2 est complété par la phrase suivante : « Dans le cas où ce faux certificat aura été établi ou utilisé dans le cadre d'une infraction à une règle de procédure, le maximum de l'amende est fixé à 12 500 euros. ».

Art. 19. Dans l'article 133^{quater} du même Code, inséré par la loi du 10 février 1981, modifié par la loi du 4 août 1986, par l'arrêté royal du 20 juillet 2000 ainsi que par l'arrêté royal du 13 juillet 2001, les modifications suivantes sont apportées :

- le nombre « 12 500 » est remplacé par le nombre « 500 000 »;

- l'alinéa unique est complété comme suit : « Dans le cas où l'interdiction ou la fermeture aura été prononcée dans le cadre d'une infraction à une règle de procédure, le maximum de l'amende est fixé à 12 500 euros. ».

Section 3. — Modifications au Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus

Art. 20. Dans l'article 68^{ter} du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus inséré par le décret du 10 décembre 2009, le nombre « 125 000 » est remplacé par le nombre « 500 000 ».

Art. 21. Dans l'article 90 du même Code, rétabli par le décret du 10 décembre 2009, le nombre « 125 000 » est à chaque fois remplacé par le nombre « 500 000 ».

Section 4. — Modification au décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes

Art. 22. Dans l'article 63, § 1^{er}, du décret du 6 mai 1999, remplacé par le décret du 28 novembre 2013, le nombre « 100 » est remplacé par le nombre « 200 ».

Section 6. — Entrée en vigueur

Art. 23. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} juillet 2017 sauf pour :

1° les chapitres I et II qui produisent leurs effets le jour de la publication au *Moniteur belge* du dernier acte législatif d'assentiment à l'accord de coopération du 20 février 2017 entre l'État fédéral, la Région de Bruxelles-Capitale et la Région wallonne relatif à la gestion du service pour la régularisation des impôts régionaux et des capitaux fiscalement prescrits non scindés;

2° l'article 16 est applicable à toutes les déclarations de succession déposées à partir de l'entrée en vigueur du présent décret et seulement pour les conventions de mariage visées contractées à partir du 1^{er} juillet 2014.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 1^{er} juin 2017.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,

M. PREVOT

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,

J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,

E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire,
de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique, de la Simplification administrative et de l'Energie,

C. LACROIX

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville et du Logement,

P.-Y. DERMAGNE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,
délégué à la Représentation à la Grande Région,

R. COLLIN

—
Note

(1) Session 2016-2017.

Documents du Parlement wallon, 786 (2016-2017) N^{os} 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance plénière du 31 mai 2017.

Discussion.

Vote.

ANNEXE

Accord de coopération du 20 février 2017 entre l'Etat fédéral, la Région de Bruxelles-Capitale et la Région wallonne relatif à la gestion du service pour la régularisation des impôts régionaux et des capitaux fiscalement prescrits non scindés et à la mise en place d'un système de régularisation des capitaux fiscalement prescrits non scindés

Vu la Constitution, les articles 1^{er}, 33, 35, 39 et 134;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 92bis, § 1^{er}, inséré par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié dernièrement par la loi spéciale du 6 janvier 2014;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises;

Vu les articles 3, 4 et 5/1 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions modifiée pour la dernière fois par la loi spéciale du 6 janvier 2014 portant réforme du financement des communautés et des régions, élargissement de l'autonomie fiscale des régions et financement des nouvelles compétences;

Vu l'article 5, § 3, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions;

Vu l'article 18 de la loi du 21 juillet 2016 visant à instaurer un système permanent de régularisation fiscale et sociale;

L'Etat fédéral, représenté par son Gouvernement, en les personnes de MM. Charles Michel, Premier Ministre, Koen Geens, Ministre de la Justice et Johan Van Overtveldt, Ministre des Finances et de la Lutte contre la fraude fiscale;

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement, en les personnes de MM. Paul Magnette, Ministre-Président du Gouvernement wallon et Christophe Lacroix, Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative du Gouvernement de la Région wallonne;

La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par son Gouvernement, en les personnes de MM. Rudi Vervoort, Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et Guy Vanhengel, Ministre des Finances, du Budget et des Relations extérieures du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

qui exercent conjointement leurs compétences, ont convenu ce qui suit:

CHAPITRE Ier. - Dispositions générales

Article 1^{er}. En vue de l'application du présent accord de coopération, on entend par :

1° « capitaux fiscalement prescrits non scindés » : les capitaux fiscalement prescrits ou la partie de ceux-ci pour lesquels le déclarant ne parvient pas à démontrer, au moyen d'une preuve écrite, complétée le cas échéant par d'autres moyens de preuve tirés du droit commun, à l'exception du serment et de la preuve par témoins, que ces capitaux doivent être soumis soit à un impôt fédéral entrant dans le champ d'application de la loi du 21 juillet 2016 visant à instaurer un système permanent de régularisation fiscale et sociale, soit aux droits d'enregistrement et aux droits de succession dont l'Autorité fédérale assure la gestion du service;

2° « prescrits » : sauf preuve contraire, les capitaux fiscalement prescrits non scindés sont réputés prescrits lorsque le déclarant démontre, au moyen d'une preuve écrite, complétée le cas échéant par d'autres moyens de preuve tirés du droit commun, à l'exception du serment et de la preuve par témoins, qu'ils ont été constitués au moins dix ans avant le dépôt de la déclaration-régularisation concernant les capitaux fiscalement prescrits non scindés visée au 4°;

3° « Point de contact » : le Point de contact-régularisations créé au sein du Service public fédéral Finances;

4° « déclaration-régularisation concernant les capitaux fiscalement prescrits non scindés » : la déclaration dont le modèle est établi par arrêté royal après concertation des Gouvernements régionaux portant sur les revenus, sommes, opérations et capitaux régularisables en vertu du Chapitre II du présent accord effectuée auprès du Point de contact dans le but d'obtenir une attestation-régularisation moyennant paiement du prélèvement dû. ;

5° « déclaration-régularisation concernant les impôts régionaux » : la déclaration dont le modèle est établi par arrêté royal après concertation des Gouvernements régionaux portant sur les revenus, sommes, opérations et capitaux régularisables en vertu des dispositifs régionaux de régularisation auprès du Point de contact dans le but d'obtenir une attestation-régularisation moyennant paiement du prélèvement dû.

6° « attestation-régularisation » : l'attestation dont le modèle est établi par arrêté royal après concertation des Gouvernements régionaux suite au paiement, du prélèvement visé à l'article 1^{er}, 9° du présent accord.

7° « le déclarant » : la personne physique ou la personne morale qui introduit une déclaration-régularisation soit personnellement soit par l'intermédiaire d'un mandataire;

8° « mandataire » : une personne ou une entreprise visées aux articles 2 et 3 de la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme;

9° « prélèvement » : la somme due en raison de la régularisation réalisée conformément au présent accord de coopération et/ou aux dispositifs régionaux de régularisation;

10° « impôts fédéraux » : les impôts pour lesquels une régularisation fiscale et sociale est possible conformément à la loi du 21 juillet 2016;

11° « impôts régionaux » : les impôts pour lesquels une régularisation fiscale est possible selon les dispositifs régionaux de régularisation;

12° « Loi du 21 juillet 2016 » : la loi du 21 juillet 2016 visant à instaurer un système permanent de régularisation fiscale et sociale.

Art. 2. L'autorité fédérale, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale conviennent que les droits d'enregistrement ainsi que les droits de succession dont l'autorité fédérale assure la gestion du service peuvent faire l'objet d'une régularisation.

Le présent accord de coopération a, plus particulièrement, pour objet de :

1° définir les règles ou préciser celles déjà existantes dans la loi du 21 juillet 2016 selon lesquelles l'Autorité fédérale assure, pour le compte des Régions, la gestion du service des régularisations lorsqu'il porte d'une part, sur des impôts régionaux déterminés dont le régime est arrêté par un décret ou une ordonnance et d'autre part, sur des capitaux fiscalement prescrits non scindés;

2° définir un régime de régularisation des capitaux fiscalement prescrits non scindés.

CHAPITRE II. - La régularisation des capitaux fiscalement prescrits non scindés

Art. 3. Les capitaux fiscalement prescrits non scindés font l'objet d'une déclaration de régularisation visée à l'article 1^{er}, 4° introduite au plus tard le 31 décembre 2020. Cette déclaration est établie conformément à l'article 7 du présent accord.

Les capitaux fiscalement prescrits non scindés qui font l'objet d'une déclaration de régularisation visée à l'alinéa précédent sont soumis à un prélèvement au taux de 37 points sur le capital.

A partir du 1^{er} janvier 2018, le taux visé à l'alinéa 2 est majoré de 1 point.

A partir du 1^{er} janvier 2019, le taux visé à l'alinéa 2 est majoré de 2 points.

A partir du 1^{er} janvier 2020, le taux visé à l'alinéa 2 est majoré de 3 points.

Art. 4. Les capitaux fiscalement prescrits non scindés ne peuvent pas être régularisés lorsqu'ils sont liés :

- o au terrorisme ou au financement du terrorisme;
- o à la criminalité organisée;

- o au trafic illicite de stupéfiants;
- o au trafic illicite d'armes, de biens et de marchandises en ce compris les mines anti-personnel et/ou les sous-munitions;
- o au trafic de main-d'œuvre clandestine;
- o à la traite des êtres humains;
- o à l'exploitation de la prostitution;
- o à l'utilisation illégale, chez les animaux, de substances à effet hormonal ou au commerce illégal de telles substances;
- o au trafic illicite d'organes ou de tissus humains;
- o à la fraude au préjudice des intérêts financiers des Communautés européennes;
- o au détournement par des personnes exerçant une fonction publique et à la corruption;
- o à la criminalité environnementale grave;
- o à la contrefaçon de monnaie ou de billets de banque;
- o à la contrefaçon de biens;
- o à la piraterie;
- o à un délit boursier;
- o à un appel public irrégulier à l'épargne ou de la fourniture de services d'investissement, de commerce de devises ou de transferts de fonds sans agrément;
- o à une escroquerie, à une prise d'otages, un vol ou une extorsion ou une infraction liée à l'état de faillite.

Art. 5. Si la déclaration-régularisation visée à l'article 1^{er}, 4^o a été réalisée dans le respect des dispositions du présent accord, le paiement définitif, et effectué sans aucune réserve du prélèvement mentionné à l'article 1^{er}, 9^o du présent accord, a pour conséquence que les capitaux fiscalement prescrits non scindés ne sont plus ou ne peuvent plus être pour le surplus soumis à un impôt fédéral ou régional visés par les dispositifs de régularisation régionaux et fédéraux.

Toutefois, ni la déclaration-régularisation, ni le paiement des prélèvements, ni l'attestation-régularisation ne produisent d'effets si :

1^o les capitaux fiscalement prescrits non scindés régularisés proviennent d'une infraction visée à l'article 505 du Code pénal, sauf lorsque ceux-ci ont été acquis exclusivement par des infractions visées aux articles 449 et 450 du Code des impôts sur les revenus 1992, aux articles 73 et 73bis du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, aux articles 206 et 206bis du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, aux articles 133 et 133bis du Code des droits de succession et aux articles 207 et 207bis du Code des droits et taxes divers;

2^o les capitaux fiscalement prescrits non scindés régularisés proviennent d'une infraction visée à l'article 5, § 3, de la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme à l'exception de l'infraction visée à l'article 5, § 3, 1^o onzième tiret, de la même loi, et de l'infraction d' « abus de biens sociaux » et d' « abus de confiance », pour autant qu'ils soient régularisés conformément au présent accord;

3^o avant l'introduction de la déclaration-régularisation, le déclarant a été informé par écrit d'actes d'investigation spécifiques en cours par une instance judiciaire belge, par une administration fiscale belge, une institution de sécurité sociale ou un service d'inspection sociale belge ou le SPF Economie;

4^o une déclaration-régularisation visée à l'article 1^{er}, 4^o, a déjà été introduite en faveur du même déclarant depuis la date de l'entrée en vigueur du présent accord de coopération.

Art. 6. § 1er. Les personnes qui se sont rendues coupables d'infractions visées aux articles 449 et 450 du Code des impôts sur les revenus 1992, aux articles 73 et 73bis du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, aux articles 206 et 206bis du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, aux articles 133 et 133bis du Code des droits de succession, aux articles 207 et 207bis du Code des droits et taxes divers, ou d'infractions visées à l'article 505 du Code pénal, dans la mesure où elles visent les avantages patrimoniaux tirés directement des infractions précitées ou les biens et valeurs qui leur ont été substitués ou les revenus de ces avantages investis, ainsi que les personnes qui sont coauteurs ou complices de telles infractions au sens des articles 66 et 67 du Code pénal, sont exonérés de poursuites pénales de ce chef si elles n'ont pas fait l'objet avant la date de l'introduction de la déclaration-régularisation visée à l'article 1^{er}, 4^o du présent accord, d'une information ou d'une instruction judiciaire du chef de ces infractions et si une déclaration-régularisation a été effectuée dans les conditions du présent accord et si le prélèvement dû en raison de cette déclaration-régularisation a été payé définitivement et sans aucune réserve.

§ 2. Pour toutes les infractions, autres que celles définies dans le §1^{er}, les personnes visées au §1^{er} peuvent toujours faire l'objet de poursuites pénales.

Les personnes qui se sont rendues coupables des infractions définies aux articles 193 à 197, 489 à 490bis, 491 et 492bis du Code pénal, à l'article 16 de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité des entreprises, à l'article 12 de l'arrêté royal du 5 octobre 2006 portant certaines mesures relatives au contrôle du transport transfrontalier d'argent liquide, aux différentes dispositions pénales du Code des sociétés, et qui ont été commises en vue de commettre ou de faciliter les infractions définies au §1^{er} ou qui résultent des infractions définies au §1^{er}, restent pour ces infractions exonérées de sanction, si elles n'ont pas fait l'objet avant la date de l'introduction de la déclaration-régularisation visée à l'article 1^{er}, 4^o, d'une information ou d'une instruction judiciaire du chef de ces infractions et si elles ont payé définitivement et sans aucune réserve le prélèvement dû.

Les dispositions des alinéas 1^{er} et 2 ne sont pas applicables aux coauteurs et complices qui n'ont pas déposé une déclaration-régularisation.

Les dispositions ci-dessus ne portent pas atteinte aux droits de tiers.

§ 3. Les membres du Point de contact et les membres de son personnel, ainsi que les autres fonctionnaires détachés auprès de lui, ne sont pas tenus à l'obligation de dénonciation, prévue à l'article 29 du Code d'instruction criminelle.

CHAPITRE III. - Gestion du service de la régularisation des impôts régionaux et/ou des capitaux fiscalement prescrits non scindés

Art. 7. Les déclarations visées à l'article 1^{er} sont introduites auprès du Point de contact au moyen d'un formulaire de déclaration établi conformément à l'article 1^{er}. Ce formulaire mentionne notamment le nom du déclarant et, le cas échéant, celui de son mandataire, le montant des sommes et des capitaux fiscalement prescrits non scindés déclarés et la date de dépôt de la déclaration.

Les pièces sous-jacentes peuvent être introduites jusqu'à 6 mois après l'introduction des déclarations de régularisation visées à l'article 1^{er}.

Le Point de contact a la possibilité d'examiner les pièces sous-jacentes qui accompagnent les déclarations-régularisation visées à l'article 1^{er} et qui sont relatives aux montants régularisés, eu égard à leurs concordances avec les données de la déclaration-régularisation visée à l'article 1^{er} qui a été introduite.

Les pièces qui sont produites suites à une déclaration-régularisation et qui ne sont pas relatives aux montants régularisés sont censés ne pas faire partie de la déclaration-régularisation et ne peuvent pas être opposés par la suite à une instance administrative ou judiciaire ou à un établissement financier national ou étranger.

Les déclarations-régularisations visées à l'article 1^{er} sont accompagnées d'une explication succincte du schéma de fraude, ainsi que de l'ampleur et de l'origine des sommes et des capitaux fiscalement prescrits non scindés régularisés, de la période pendant laquelle ceux-ci sont apparus et des comptes financiers utilisés pour les montants régularisés.

Après réception de la déclaration-régularisation, le Point de contact informe par courrier, le déclarant ou son mandataire de la recevabilité de celle-ci. Le Point de contact fixe dans le même courrier le montant du prélèvement dû en exécution du présent accord.

Le paiement du prélèvement doit s'opérer définitivement et sans aucune réserve dans les 15 jours calendrier qui suivent la date d'envoi de ce courrier et est définitivement acquis au Trésor.

Au moment de la réception de ce paiement définitif et effectué sans aucune réserve, le Point de contact transmet au déclarant ou à son mandataire, une attestation-régularisation dont le modèle est fixé conformément à l'article 1^{er}, 6^o, qui comporte notamment le nom du déclarant et, le cas échéant, celui de son mandataire, le montant du prélèvement, des sommes et des capitaux fiscalement prescrits non scindés régularisés.

Dès que l'attestation-régularisation a été transmise au déclarant ou à son mandataire, le Point de contact informe la Cellule de traitement des informations financières instaurés par la loi du 11 janvier 1993 précitée de la régularisation qui a été conclue et lui envoie une copie de l'attestation-régularisation ainsi que les données visées à l'alinéa 4 à l'exception du schéma de fraude.

Les déclarations-régularisations effectuées auprès du Point de contact sont numérotées et conservées. Le Point de contact tient, en outre, une liste des attestations-régularisation délivrées avec une référence au numéro de la déclaration-régularisation.

Les fonctionnaires et les membres du personnel qui sont actifs au sein du Point de contact sont tenus au secret professionnel visé à l'article 458 du Code pénal.

Ils ne peuvent par ailleurs divulguer les informations recueillies à l'occasion de la déclaration-régularisation à d'autres services du Service public fédéral Finances ou à d'autres Services publics régionaux.

Art. 8. Les déclarations-régularisations visées à l'article 1^{er} du présent accord, le paiement subséquent du prélèvement dû et l'attestation-régularisation visée à l'article 1^{er} concernant des impôts régionaux dont l'autorité fédérale assure le service ou des capitaux fiscalement prescrits non scindés, ne peuvent être utilisés ni par le Service public fédéral Finances ni par les services de la Région wallonne ou de la Région de Bruxelles-Capitale, comme indice ou indication pour effectuer des enquêtes ou des contrôles de nature fiscale, pour déclarer de possibles infractions fiscales ou pour échanger des renseignements, sauf en ce qui concerne la détermination des prélèvements dus en raison de la déclaration-régularisation et le montant des capitaux régularisés.

Toutefois, le Point de contact communique annuellement au Ministre régional ayant le budget dans ses attributions un rapport reprenant les schémas succincts de fraude relatifs aux impôts régionaux qui ont été communiqués par les déclarants.

Art. 9. Dans les limites des dispositions prévues dans les dispositifs régionaux instaurant un régime de régularisation, l'attestation-régularisation concernant des impôts régionaux dont l'autorité fédérale assure le service peut être utilisée comme moyen de preuve devant les cours et tribunaux, devant les juridictions administratives ainsi qu'à l'encontre de tout service public fédéral ou régional.

Dans les limites de la disposition prévue à l'article 5 du présent accord, l'attestation-régularisation concernant des capitaux fiscalement prescrits non scindés peut être utilisée comme moyen de preuve devant les cours et tribunaux, devant les juridictions administratives ainsi qu'à l'encontre de tout service public fédéral ou régional.

CHAPITRE IV - Versement par l'Etat fédéral à la Région wallonne et à la Région de Bruxelles-capitale du montant des prélèvements résultant de la régularisation d'impôts régionaux déterminés et des capitaux fiscalement prescrits non scindés

Art. 10. La partie des prélèvements perçus par le Point de contact afférente à des impôts régionaux localisés en Région wallonne est versée à la Région wallonne au plus tard l'avant-dernier jour ouvrable du mois qui suit le mois de la perception des prélèvements.

La partie des prélèvements perçus par le Point de contact afférente à des impôts régionaux localisés en Région de Bruxelles-Capitale est versée à la Région de Bruxelles-Capitale au plus tard l'avant-dernier jour ouvrable du mois qui suit le mois de la perception des prélèvements.

Art. 11. Les capitaux prescrits non scindés visés par le présent accord de coopération sont les capitaux pour lesquels des impôts de l'autorité fédérale et des impôts régionaux localisés exclusivement dans une Région sont dus.

En ce qui concerne les impôts régionaux, sont réputés être localisés :

a) en Région wallonne, les capitaux prescrits non scindés :

- provenant d'une succession lorsque le défunt avait son domicile au moment de son décès en Région Wallonne. Si le défunt a eu son domicile fiscal dans plus d'un endroit en Belgique au cours de la période de cinq ans précédant son décès : la Région Wallonne si le domicile fiscal du défunt a été établi le plus longtemps en Région Wallonne au cours de ladite période;

- provenant d'opérations sur lesquelles des droits d'enregistrement sur les transmissions à titre onéreux de biens immeubles situés en Région wallonne étaient dus;

- provenant d'opération sur lesquelles des droits d'enregistrement sur la constitution d'une hypothèque étaient dus lorsque le bien immeuble est situé en Région Wallonne;

- provenant d'opérations sur lesquelles des droits d'enregistrement sur les donations entre vifs de biens meubles ou immeubles étaient dus lorsque le donateur avait son domicile fiscal au moment de la donation en Région wallonne. Si le domicile fiscal du donateur était établi à plusieurs endroits en Belgique au cours de la période de cinq ans précédant la donation : la Région wallonne si le domicile fiscal du donateur a été établi le plus longtemps en Région wallonne au cours de ladite période;

- provenant d'opérations sur lesquelles des droits d'enregistrement sur les partages partiels ou totaux de biens immeubles situés en Belgique, les cessions à titre onéreux, entre copropriétaires, de parties indivises de tels biens étaient dus lorsque le bien immeuble est situé en Région wallonne;

b) en Région de Bruxelles-Capitale, les capitaux prescrits non scindés :

- provenant d'une succession lorsque le défunt avait son domicile au moment de son décès était en Région de Bruxelles-capitale. Si le défunt a eu son domicile fiscal dans plus d'un endroit en Belgique au cours de la période de cinq ans précédant son décès : la Région de Bruxelles-capitale si le domicile fiscal du défunt a été établi le plus longtemps en Région de Bruxelles-Capitale au cours de ladite période;

- provenant d'opérations sur lesquelles des droits d'enregistrement sur les transmissions à titre onéreux de biens immeubles situés en Région de Bruxelles-Capitale étaient dûs;

- provenant d'opérations sur lesquelles des droits d'enregistrement sur la constitution d'une hypothèque étaient dûs lorsque le bien immeuble est situé en Région de Bruxelles-capitale;

- provenant d'opérations sur lesquelles des droits d'enregistrement sur les donations entre vifs de biens meubles ou immeubles étaient dûs lorsque le donateur avait son domicile fiscal au moment de la donation en Région de Bruxelles-capitale. Si le domicile fiscal du donateur était établi à plusieurs endroits en Belgique au cours de la période de cinq ans précédant la donation : la Région de Bruxelles-capitale si le domicile fiscal du donateur a été établi le plus longtemps en Région de Bruxelles-capitale au cours de ladite période;

- provenant d'opérations sur lesquelles des droits d'enregistrement sur les partages partiels ou totaux de biens immeubles situés en Belgique, les cessions à titre onéreux, entre copropriétaires, de parties indivises de tels biens étaient dûs lorsque le bien immeuble est situé en Région de Bruxelles-capitale.

Le montant du prélèvement perçu conformément au Chapitre II est partagé à parts égales entre l'Autorité fédérale et la Région concernée.

CHAPITRE V. - Entrée en vigueur

Art 12. Le présent accord de coopération est publié au *Moniteur belge* en même temps que les différents actes d'approbation, par le Service public fédéral Chancellerie du Premier Ministre, à la demande de la Partie dont le législateur a donné en dernier son approbation à l'accord. Les Parties prendront immédiatement les initiatives requises en ce qui concerne les actes d'approbation.

Le présent accord entre en vigueur le jour qui suit la publication au *Moniteur belge* de l'accord de coopération et des actes d'approbation.

Fait à Bruxelles, le 20 février 2017, en trois exemplaires originaux.

Pour l'Etat fédéral :

Le Premier Ministre,

Ch. MICHEL

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

Le Ministre des Finances et de la Lutte contre la fraude fiscale,

J. VAN OVERTVELDT

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique, de la Simplification administrative et de l'Energie,

C. LACROIX

Pour la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président,

R. VERVOORT

Le Ministre des Finances, du Budget et des Relations extérieures,

G. VANHENGEL

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2017/30429]

1. JUNI 2017 — Dekret zur Zustimmung zum Zusammenarbeitsabkommen vom 20. Februar 2017 zwischen dem Föderalstaat, der Region Brüssel-Hauptstadt und der Wallonischen Region über die Führung des Dienstes für die Regularisierung der Regionalsteuern und der nicht aufteilbaren steuerlich verjährten Kapitalien und die Einführung eines Systems für die Regularisierung der nicht aufteilbaren steuerlich verjährten Kapitalien, zur Einführung einer zeitlich begrenzten Regelung über die steuerliche Regularisierung, und zur Einführung von Maßnahmen betreffend die Übertragung des Eigentums an einem Immobiliengut von einer Gesellschaft auf einen Gesellschafter, den Verzicht auf den Nießbrauch eines Immobilienguts vor oder nach einer Schenkung, die Klauseln für die Zuteilung der Gesamtheit des gemeinsamen Vermögens oder die Klauseln für die ungleiche Verteilung dieses gemeinsamen Vermögens ohne Überlebensbedingung, die besser unter dem Begriff "Sterbehauksklausel" bekannt sind, und die Revision des Betrags der Geldbußen (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und, Wir, Regierung sanktionieren es:

KAPITEL I — Zustimmung zum Zusammenarbeitsabkommen vom 20. Februar 2017 zwischen dem Föderalstaat, der Region Brüssel-Hauptstadt und der Wallonischen Region über die Führung des Dienstes für die Regularisierung der Regionalsteuern und der nicht aufteilbaren steuerlich verjährten Kapitalien und die Einführung eines Systems für die Regularisierung der nicht aufteilbaren steuerlich verjährten Kapitalien

Artikel 1 - Dem vorliegendem Dekret als Anhang beigefügten Zusammenarbeitsabkommen vom 20. Februar 2017 zwischen dem Föderalstaat, der Region Brüssel-Hauptstadt und der Wallonischen Region über die Führung des Dienstes für die Regularisierung der Regionalsteuern und der nicht aufteilbaren steuerlich verjährten Kapitalien und die Einführung eines Systems für die Regularisierung der nicht aufteilbaren steuerlich verjährten Kapitalien wird zugestimmt.

KAPITEL II — Einführung einer zeitlich begrenzten Regelung über die steuerliche Regularisierung

Art. 2 - § 1. Können Gegenstand einer Regularisierungserklärung sein im Sinne von Artikel 1 Ziffer 5 des Zusammenarbeitsabkommens vom 20. Februar 2017 zwischen dem Föderalstaat, der Region Brüssel-Hauptstadt und der Wallonischen Region über die Führung des Dienstes für die Regularisierung der Regionalsteuern und der nicht aufteilbaren steuerlich verjährten Kapitalien und die Einführung eines Systems für die Regularisierung der nicht aufteilbaren steuerlich verjährten Kapitalien (nachstehend als "Zusammenarbeitsabkommen vom 20. Februar 2017" bezeichnet):

- die Summen, Kapitalien oder Wertpapiere, auf welche verjährte Erbschaftssteuern zu zahlen sind, insofern diese Summen, Kapitalien oder Wertpapiere zum Nachlass eines Einwohners des Königreichs gehören oder hätten gehören sollen, für welche die Wallonische Region kraft Artikel 3 Ziffer 4, 4 § 1 und 5 § 2 Ziffer 4 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen zuständig ist;

- die Summen, Kapitalien oder Wertpapiere, auf welche nicht verjährte Erbschaftssteuern zu zahlen sind, insofern diese Summen, Kapitalien oder Wertpapiere zum Nachlass eines Einwohners des Königreichs gehören oder gehören sollen, für welche die Wallonische Region kraft Artikel 3 Ziffer 4, 4 § 1 und 5 § 2 Ziffer 4 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen zuständig ist;

- die Summen, Kapitalien oder Wertpapiere, auf welche verjährte Registrierungsgebühren zu zahlen sind, insofern sich diese Summen, Kapitalien oder Wertpapiere aus Urkunden ergeben, für welche die Wallonische Region kraft Artikel 3 Ziffer 6 bis 8, 4 § 1 und 5 § 2 Ziffer 6 bis 8 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen zuständig ist;

- die Summen, Kapitalien oder Wertpapiere, auf welche nicht verjährte Registrierungsgebühren zu zahlen sind, insofern sich diese Summen, Kapitalien oder Wertpapiere aus Urkunden ergeben, für welche die Wallonische Region kraft Artikel 3 Ziffer 6 bis 8, 4 § 1 und 5 § 2 Ziffer 6 bis 8 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen zuständig ist.

Abweichend vom vorigen Absatz müssen Gegenstand einer Regularisierungserklärung sein im Sinne von Artikel 1 Ziffer 5 des Zusammenarbeitsabkommens vom 20. Februar 2017, die Summen, Kapitalien oder Wertpapiere, auf welche:

1° nicht verjährte Erbschaftssteuern oder Registrierungsgebühren zu zahlen sind, wenn folgende Bedingungen kumulativ erfüllt sind:

a) die Einkünfte aus diesen Summen, Kapitalien oder Wertpapieren sind Gegenstand einer steuerlichen Regularisierung kraft des Gesetzes vom 21. Juli 2016 zur Einführung eines ständigen Systems der steuerlichen und sozialen Regularisierung;

b) der Anmelder kann nicht anhand eines schriftlichen Beweises, der gegebenenfalls durch andere gemeinrechtliche Beweismittel mit Ausnahme des Eides und des Zeugenbeweises ergänzt wird, nachweisen, dass diese Summen, Kapitalien oder Wertpapiere je nach Fall den Registrierungsgebühren und Erbschaftssteuern nach Absatz 1 unterworfen worden sind;

2° verjährte Erbschaftssteuern oder Registrierungsgebühren zu zahlen sind, wenn die folgenden beiden Bedingungen erfüllt sind:

a) die Einkünfte aus diesen Summen, Kapitalien oder Wertpapieren sind Gegenstand einer steuerlichen Regularisierung kraft des Gesetzes vom 21. Juli 2016 zur Einführung eines ständigen Systems der steuerlichen und sozialen Regularisierung;

b) der Anmelder kann nicht anhand eines schriftlichen Beweises, der gegebenenfalls durch andere gemeinrechtliche Beweismittel mit Ausnahme des Eides und des Zeugenbeweises ergänzt wird, nachweisen, dass diese Summen, Kapitalien oder Wertpapiere je nach Fall den Registrierungsgebühren und Erbschaftssteuern nach Absatz 1 unterworfen worden sind.

§ 2. Unter verjährten Erbschaftssteuern versteht man die Erbschaftssteuern, für die die Steuerverwaltung zum Zeitpunkt der Einreichung der Regularisierungserklärung infolge des Ablaufs der in den Artikeln 137, 139, 140¹ et 140² des Erbschaftsteuergesetzbuches erwähnten Fristen gegenüber demjenigen, auf dessen Namen die Regularisierungserklärung eingereicht wird, keine Erhebungsbefugnis mehr ausüben kann.

§ 3. Unter verjährten Registrierungsgebühren versteht man die Registrierungsgebühren, für die die Steuerverwaltung zum Zeitpunkt der Einreichung der Regularisierungserklärung infolge des Ablaufs der in den Artikeln 214, 216, 217¹ und 217² oder 218 des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches erwähnten Fristen gegenüber demjenigen, auf dessen Namen die Regularisierungserklärung eingereicht wird, keine Erhebungsbefugnis mehr ausüben kann.

§ 4. Die verjährten Steuern und Gebühren gemäß den Paragraphen 2 und 3 ergeben sich aus den in Artikel 8 erwähnten Verstößen.

§ 5. Die Summen, Kapitalien oder Wertpapiere im Sinne vorliegender Bestimmung können nur bis zum 31. Dezember 2020 Gegenstand einer Regularisierungserklärung sein.

Art. 3 - Können in Abweichung von Artikel 2 § 1 nicht regularisiert werden:

1° die Erbschaftssteuern, die auf die Summen, Kapitalien oder Wertpapiere zu zahlen sind, die zum Nachlass eines Einwohners des Königreichs gehören, oder in den folgenden Fällen dazu gehören sollten:

a) die Erbschaft wurde nach dem 31. Dezember 2016 eröffnet;

b) für die vor dem 1. Januar 2017 eröffnete Erbschaft wurde keine Erbfallanmeldung eingereicht, entweder vor dem 1. Juli 2017 oder innerhalb der Frist, für welche die Verwaltung vor diesem Datum ihr schriftliches Einverständnis mitgeteilt hat;

2° die Registrierungsgebühren, die auf die Summen, Kapitalien oder Wertpapiere zu zahlen sind, die aus Urkunden stammen, die nach dem 15. Juni 2017 registriert worden sind oder hätten registriert werden müssen.

Art. 4 - Die in Artikel 2 erwähnten Summen, Kapitalien oder Wertpapiere werden nur unter der Voraussetzung regularisiert, dass der Anmelder im Sinne von Artikel 1 Ziffer 7 des Zusammenarbeitsabkommens vom 20. Februar 2017 anhand eines schriftlichen Beweises, der gegebenenfalls durch andere gemeinrechtliche Beweismittel mit Ausnahme des Eides und des Zeugenbeweises ergänzt wird, die Art der zu regularisierenden Steuern und Gebühren und den Zeitraum, auf den sich die zu regularisierenden Steuern und Gebühren beziehen, nachweist.

Unbeschadet von Artikel 8 können die Summen, Kapitalien oder Wertpapiere nicht regularisiert werden, die in Zusammenhang stehen mit:

1° Terrorismus oder Terrorismusfinanzierung,

2° organisierter Kriminalität,

3° illegalem Drogenhandel,

4° illegalem Handel mit Waffen und damit verbundenen Gütern und Waren, einschließlich Antipersonenminen und/oder Streumunition,

5° Handel mit illegalen Arbeitskräften,

6° Menschenhandel,

7° Ausbeutung der Prostitution,

8° illegaler Anwendung von Substanzen mit hormonaler Wirkung bei Tieren oder illegalem Handel mit solchen Substanzen,

9° illegalem Handel mit menschlichen Organen oder menschlichem Gewebe,

10° Betrugshandlungen zum Nachteil der finanziellen Interessen der Europäischen Gemeinschaften,

11° Unterschlagung durch Personen, die ein öffentliches Amt ausüben, und Korruption,

12° schwerer Umweltkriminalität,

14° Nachahmung von Münzen oder Banknoten,

14° Nachahmung von Gütern,

15° Piraterie,

16° Börsendelikten,

17° einer unrechtmäßigen öffentlichen Aufforderung zur Zeichnung oder der Erbringung von Investmentdienstleistungen, Valutageschäften oder Geldtransfers ohne Zulassung,

18° einem Betrug, einer Geiselnahme, einem Diebstahl oder einer Erpressung oder einer Straftat, die mit einem Konkurs verbunden ist.

Der Regularisierungserklärung muss eine kurze Erläuterung zu dem Hinterziehungsschema und dem Umfang und Ursprung der regulierten Beträge und regulierten steuerlich verjährten Kapitalien, dem Zeitraum, in dem sie entstanden sind, und den für die regulierten Beträge genutzten Finanzkonten beigelegt werden.

Art. 5 - § 1. Die regulierten, nicht verjährten Registrierungsgebühren unterliegen einer Abgabe zum normalen Steuersatz, der zum Zeitpunkt, wo diese Gebühren geschuldet waren, auf sie anwendbar war, erhöht um zweiundzwanzig Prozentpunkte.

Bei der Festlegung der Abgabe nach Absatz 1 werden kein Nachlass oder keine Ermäßigung der geschuldeten Gebühren berücksichtigt.

§ 2. Die regularisierten, nicht verjährten Erbschaftssteuern unterliegen einer Abgabe zum normalen Steuersatz, der zum Zeitpunkt, wo diese Steuern geschuldet waren, auf sie anwendbar war, erhöht um zweiundzwanzig Prozentpunkte.

Bei der Festlegung der Abgabe nach Absatz 1 werden kein Nachlass oder keine Ermäßigung der geschuldeten Steuern berücksichtigt.

§ 3. Die regularisierten, verjährten Registrierungsgebühren und Erbschaftssteuern unterliegen einer Abgabe zu einem Satz von siebenunddreißig Prozent auf:

1° die Summen, Kapitalien oder Wertpapiere, die zum Nachlass eines Einwohners des Königreichs gehörten, oder dazu hätten gehören sollen;

2° die Summen, Kapitalien oder Wertpapiere, die aus Urkunden stammen, für die Registrierungsgebühren geschuldet waren.

Bei der Festlegung der Abgabe nach Absatz 1 werden kein Nachlass oder keine Ermäßigung der geschuldeten Gebühren bzw. Steuern berücksichtigt.

§ 4. Ab dem 1. Januar 2018 werden die in den Paragraphen 1 bis 3 erwähnten Prozentpunkte und Prozente wie folgt erhöht:

- zweiundzwanzig Prozentpunkte werden dreiundzwanzig Prozentpunkte;
- siebenunddreißig Prozent werden achtunddreißig Prozent.

Ab dem 1. Januar 2019 werden die nach Anwendung von Absatz 1 erhaltenen Prozentpunkte und Prozente wie folgt erhöht:

- dreiundzwanzig Prozentpunkte werden vierundzwanzig Prozentpunkte;
- achtunddreißig Prozent werden neununddreißig Prozent.

Ab dem 1. Januar 2020 werden die nach Anwendung von Absatz 1 erhaltenen Prozentpunkte und Prozente wie folgt erhöht:

- vierundzwanzig Prozentpunkte werden fünfundzwanzig Prozentpunkte;
- neununddreißig Prozent werden vierzig Prozent.

Art. 6 - § 1. Wenn die Regularisierungserklärung gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Dekrets sowie des Zusammenarbeitsabkommens vom 20. Februar 2017 erstellt wird, hat die endgültige und ohne Vorbehalt erfolgte Zahlung der Abgaben im Sinne von Artikel 5 § 1 zur Folge, dass die Summen, Kapitalien oder Wertpapiere, auf welche Gebühren zu zahlen waren, im Übrigen nicht mehr einer Gebühr, so wie sie durch das Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuch vorgesehen ist, unterworfen ist bzw. unterworfen werden kann, insofern diese Abgaben sich auf die Registrierungsgebühren nach Artikel 2 beziehen, dies einschließlich der dort vorgesehenen Geldbußen und Verzugszinsen.

§ 2. Wenn die Regularisierungserklärung gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Dekrets sowie des Zusammenarbeitsabkommens vom 20. Februar 2017 erstellt wird, hat die endgültige und ohne Vorbehalt erfolgte Zahlung der Abgaben im Sinne von Artikel 5 § 2 zur Folge, dass die Summen, Kapitalien oder Wertpapiere, auf welche Erbschaftssteuern zu zahlen waren, im Übrigen nicht mehr einer Steuer, so wie sie durch das Erbschaftsteuergesetzbuch vorgesehen ist, unterworfen ist bzw. unterworfen werden kann, dies einschließlich der dort vorgesehenen Geldbußen und Verzugszinsen.

Art. 7 - Weder die Regularisierungserklärung noch die Zahlung der Abgaben noch die von der Kontaktstelle übermittelte Regularisierungsbescheinigung werden jedoch wirksam:

1° wenn die regularisierten Summen, Kapitalien oder Wertpapiere aus einer Straftat hervorgehen, die in Artikel 505 des Strafgesetzbuches erwähnt ist, außer wenn sie ausschließlich durch Straftaten erworben wurden,

a) die in den Artikeln 206 und 206*bis* des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches erwähnt sind, wenn diese Artikel sich auf die Registrierungsgebühren nach Artikel 2 beziehen;

b) die in den Artikeln 133 und 133*bis* des Erbschaftsteuergesetzbuches erwähnt sind;

2° wenn die regularisierten Summen, Kapitalien oder Wertpapiere aus einer Straftat hervorgehen, die in Artikel 5 § 3 des Gesetzes vom 11. Januar 1993 zur Verhinderung der Nutzung des Finanzsystems zum Zwecke der Geldwäsche und der Terrorismusfinanzierung erwähnt ist, mit Ausnahme der in Artikel 5 § 3 Ziffer 1 elfter Gedankenstrich desselben Gesetzes erwähnten Straftat, der Straftat "Missbrauch von Gesellschaftsvermögen" und der Straftat "Untreue", sofern sie gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Kapitels regularisiert werden;

3° wenn der Anmelder vor Einreichung der Regularisierungserklärung entweder von einer belgischen Gerichtsstanz oder von einer belgischen Steuerverwaltung schriftlich über laufende spezifische Untersuchungshandlungen informiert worden ist;

4° wenn zugunsten desselben Anmelders seit dem Datum des Inkrafttretens der Bestimmungen des vorliegenden Kapitels bereits eine Regularisierungserklärung eingereicht worden ist.

Art. 8 - § 1. Personen, die Straftaten begangen haben, die in den Artikeln 206 und 206*bis* des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches erwähnt sind, insofern diese Artikel sich auf die Registrierungsgebühren beziehen, die in Artikel 3 Absatz 1 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen erwähnt sind, oder in den Artikeln 133 und 133*bis* des Erbschaftsteuergesetzbuches erwähnt sind, oder Straftaten, die in Artikel 505 des Strafgesetzbuches erwähnt sind, insofern sie Vermögensvorteile, die unmittelbar aus den vorerwähnten Straftaten gezogen wurden, Güter und Werte, die an ihre Stelle getreten sind, oder Einkünfte aus diesen investierten Vorteilen betreffen, und Personen, die Mittäter oder Komplizen solcher Straftaten im Sinne der Artikel 66 und 67 des Strafgesetzbuches sind, werden von der Strafverfolgung auf der Grundlage dieser Artikel befreit, wenn vor dem Datum der Einreichung der in Artikel 1 Ziffer 5 des Zusammenarbeitsabkommens vom 20. Februar 2017 erwähnten Regularisierungserklärung gegen sie keine Ermittlung oder gerichtliche Untersuchung wegen dieser Straftaten eingeleitet worden ist, wenn eine Regularisierungserklärung unter den Bedingungen des vorliegenden Dekrets und des Zusammenarbeitsabkommens vom 20. Februar 2017 vorgenommen worden ist und wenn die aufgrund dieser Regularisierungserklärung geschuldeten Abgabe endgültig und ohne Vorbehalt gezahlt worden ist.

§ 2. Für andere als die in § 1 bestimmten Straftaten kann gegen die in § 1 erwähnten Personen immer noch eine Strafverfolgung eingeleitet werden.

Personen, die Straftaten begangen haben, die in den Artikeln 193 bis 197, 489 bis 490*bis*, 491 und 492*bis* des Strafgesetzbuches, Artikel 16 des Gesetzes vom 17. Juli 1975 über die Buchhaltung der Unternehmen, Artikel 12 des Königlichen Erlasses vom 5. Oktober 2006 zur Festlegung von Maßnahmen zur Kontrolle des grenzüberschreitenden Verkehrs von Barmitteln oder den verschiedenen Strafbestimmungen des Gesellschaftsgesetzbuches bestimmt sind, mit dem Ziel, in § 1 bestimmte Straftaten zu begehen oder zu erleichtern, oder die Folge der in § 1 erwähnten Straftaten sind, bleiben für diese Straftaten straffrei, wenn vor dem Datum der Einreichung der Regularisierungserklärung gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Dekrets sowie denen des Zusammenarbeitsabkommens vom 20. Februar 2017 gegen sie keine Ermittlung oder gerichtliche Untersuchung wegen dieser Straftaten eingeleitet worden ist, wenn sie unter Einhaltung der Bedingungen des vorliegenden Gesetzes eine Regularisierungserklärung vorgenommen haben, und die in Übereinstimmung mit vorliegendem Dekret geschuldete Abgabe endgültig und ohne Vorbehalt gezahlt haben.

Die Bestimmungen der Absätze 1 und 2 finden keine Anwendung auf Mittäter und Komplizen, die keine Regularisierungserklärung abgegeben haben.

Die Bestimmungen der Absätze 1 und 3 beeinträchtigen die Rechte Dritter nicht.

KAPITEL III — *Anpassung der Steuergesetzbücher zwecks der Bekämpfung von Missbrauch und Steuerhinterziehung*

Abschnitt 1 — Änderungen im Registrierungsgebührengesetzbuch

Art. 9 - Artikel 129 des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches, ersetzt durch das Gesetz vom 23. Dezember 1958 und abgeändert durch die Gesetze vom 12. Juli 1979 und 15. Juli 1985, wird wie folgt abgeändert:

1° Absatz 1 wird durch folgenden Text ersetzt: "Der Erwerb in irgendeiner Weise durch einen oder mehrere Gesellschafter, entweder unmittelbar oder durch verbundene Personen, anders als durch eine Gesellschaftseinlage, von in Belgien gelegenen unbeweglichen Gütern, die von einer offenen Handelsgesellschaft oder einer einfachen Kommanditgesellschaft, einer Privatgesellschaft mit beschränkter Haftung und einer landwirtschaftlichen Gesellschaft stammen, gibt Anlass zur für Verkäufe festgelegten Gebühr.;"

2° es wird ein Absatz 4 mit folgendem Wortlaut eingefügt: "Wenn ein bebautes oder nicht bebautes unbewegliches Gut unter der Registrierungsgebührenregelung eingebracht oder erworben wurde und im Laufe der Existenz der Gesellschaft an diesem unbeweglichen Gut Einrichtungen, Bau-, Wiederbau- oder Umbauarbeiten durchgeführt worden sind, die eine Städtebaugenehmigung erfordern, wird die für die Verkäufe festgelegte Gebühr, abzüglich der Registrierungsgebühr, die bei der Aufnahme in das Gesellschaftsvermögen erhoben wurde, in Abweichung von Absatz 3 auf den Gesamtwert des unbeweglichen Guts geschuldet, wenn das Gut durch einen Gesellschafter erworben wird, der am Tag der Einbringung oder des Erwerbs des unbeweglichen Guts durch die Gesellschaft, zur Gesellschaft gehörte.;"

3° es wird ein Absatz 5 mit folgendem Wortlaut eingefügt: "Die Anwendung von Absatz 3 unterliegt der Bedingung, dass die Parteien in oder unter der Vereinbarung, die zur Erhebung der verhältnismäßigen Registrierungsgebühr Anlass gibt, oder in einem dieser Vereinbarung beigefügten schriftlichen Dokument erklären, dass die Gesellschaft die in Absatz 4 erwähnten Arbeiten an diesem unbeweglichen Gut nicht durchgeführt hat.;"

4° es wird ein Absatz 6 mit folgendem Wortlaut eingefügt: "Zwecks der Anwendung von Absatz 1 versteht man unter verbundener Person die Seitenverwandten, die Verwandten in aufsteigender Linie und die Verwandten in absteigender Linie der Gesellschafter bis zum zweiten Grade, den Ehepartner sowie die Personen, mit denen sie gesetzlich zusammenleben. Die Verwandten in absteigender Linie oder in aufsteigender Linie des Ehepartners oder des zusammenwohnenden Partners des Gesellschafters gelten ebenfalls als verbundene Personen.;"

5° es wird ein Absatz 7 mit folgendem Wortlaut eingefügt: "Die Verkaufsgebühr wird auf den Erwerb erhoben, wenn die Parteien nicht in einer für richtig bescheinigten und unterschriebenen Erklärung in oder unter der Vereinbarung, die zur Erhebung der verhältnismäßigen Registrierungsgebühr Anlass gibt, oder in einem dieser Vereinbarung beigefügten schriftlichen Dokument angeben, dass der Erwerber weder ein Gesellschafter noch eine verbundene Person im Sinne von Absatz 6 ist.;"

6° es wird ein Absatz 8 mit folgendem Wortlaut eingefügt: "Wenn die Erklärungen nach den Absätzen 5 und 7 nicht vorliegen, wird die Vereinbarung unter Anwendung der Verkaufsgebühr registriert; was über die Gebühr hinaus erhoben wird, die hätte gelten sollen, wenn solche Erklärungen übernommen worden wären, ist gemäß Artikel 209 Absatz 1 Ziffer 1 Buchstabe d) auf der Grundlage einer Erklärung des Erwerbers, in welcher der in diesen Absätzen erwähnte Vermerk übernommen wird, rückzahlbar.;"

Art. 10 - Artikel 130 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Gesetz vom 14. März 1962, wird wie folgt abgeändert:

1° Der Wortlaut des Artikels, der zu Absatz 1 wird, wird durch folgenden Text ersetzt: "Der Erwerb in irgendeiner Weise durch einen oder mehrere Gesellschafter, entweder unmittelbar oder durch verbundene Personen, anders als durch eine Gesellschaftseinlage, von in Belgien gelegenen unbeweglichen Gütern, die von einer Aktiengesellschaft oder einer Genossenschaft stammen, gibt Anlass zur für Verkäufe festgelegten Gebühr.;"

2° es wird ein Absatz 2 mit folgendem Wortlaut eingefügt: "Zwecks der Anwendung von Absatz 1 versteht man unter verbundener Person, die Seitenverwandten, die Verwandten in aufsteigender Linie und die Verwandten in absteigender Linie der Gesellschafter bis zum zweiten Grade, den Ehepartner sowie die Personen, mit denen sie gesetzlich zusammenleben. Die Verwandten in absteigender Linie oder in aufsteigender Linie des Ehepartners oder des zusammenwohnenden Partners des Gesellschafters gelten ebenfalls als verbundene Personen.;"

3° es wird ein Absatz 3 mit folgendem Wortlaut eingefügt: "Es gilt, dass der Erwerber ein Gesellschafter oder eine verbundene Person im Sinne des vorliegenden Absatzes ist, außer wenn eine gegenteilige, für richtig bescheinigte und unterschriebene Erklärung der Parteien in oder unter der Vereinbarung, die zur Erhebung der verhältnismäßigen Registrierungsgebühr Anlass gibt, oder in einem dieser Vereinbarung beigefügten schriftlichen Dokument vorliegt.;"

4° es wird ein Absatz 4 mit folgendem Wortlaut eingefügt: "Wenn die Erklärung nach Absatz 3 nicht vorliegt, wird die Vereinbarung unter Anwendung der Verkaufsgebühr registriert; was über die Gebühr hinaus erhoben wird, die hätte gelten sollen, wenn eine solche Erklärung übernommen worden wäre, ist gemäß Artikel 209 Absatz 1 Ziffer 1 Buchstabe e) auf der Grundlage einer Erklärung des Erwerbers, in welcher der in diesem Absatz erwähnte Vermerk übernommen wird, rückzahlbar."

Art. 11 - In Artikel 209 Absatz 1 Ziffer 1 des Registrierungsgesetzbuches werden zwei Buchstaben hinzugefügt:

"d) dass die Bedingungen für die Nichtanwendung von Artikel 129 erfüllt sind;

e) dass der Erwerber weder ein Gesellschafter noch eine verbundene Person im Sinne von Artikel 130 ist."

Art. 12 - Artikel 133 desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 30. April 2009, wird um die folgenden beiden Absätze ergänzt:

"Wenn bezüglich Absatz 2 Buchstabe b) eine Aufteilung des sich aus einer Erbschaft ergebenden Volleigentums stattfindet, und der Nießbraucher zugunsten der (des) bloßen Eigentümer(s) auf sein Recht verzichtet, bevor oder nachdem er ihnen (ihm) binnen einer Höchstfrist von drei Jahren das Eigentumsrecht oder das bloße Eigentumsrecht, das er ebenfalls am selben unbeweglichen Gut hatte, abgetreten hat, dann wird die Besteuerungsgrundlage dieser Schenkung angepasst, um den Verkaufswert der Nutznießung, auf welche verzichtet wurde, hinzuzufügen, und somit die Erhebung der ergänzenden Schenkungssteuer zu ermöglichen, außer wenn der Nießbraucher nachweist, dass die Gesamtheit dieser Rechtshandlung durch andere Gründe als die Vermeidung von geschuldeten Steuern gerechtfertigt werden kann. Der Verkaufswert der Nutznießung, auf die verzichtet wurde, wird ebenfalls in Übereinstimmung mit den Artikeln 47 bis 50 am Tag der Schenkung berechnet.

Zwecks der Anpassung der Besteuerungsgrundlage nach Absatz 3 wird nur der Verkaufswert der sich aus dem Nachlass ergebenden Nutznießung berücksichtigt."

Art. 13 - Artikel 206 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Gesetz vom 10. Februar 1981, abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1986, durch den Königlichen Erlass vom 20. Juli 2000, durch den Königlichen Erlass vom 13. Juli 2001, durch das Gesetz vom 27. Dezember 2006 und durch das Gesetz vom 20. September 2012, wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Wenn der Verstoß im Rahmen einer Registrierungsgebühr begangen wird, die eine Regionalsteuer im Sinne von Artikel 3 Absatz 1 Ziffern 6 bis 8 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen darstellt, wird der Höchstbetrag der Geldbuße nach Absatz 1 im Falle einer Verletzung der für diese Steuern geltenden Regeln mit Ausnahme derjenigen in Bezug auf Verfahrensregeln, auf 500.000 Euro gebracht."

Art. 14 - Artikel 206*bis* desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Gesetz vom 10. Februar 1981 und zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1986, wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Wenn der Verstoß im Rahmen einer Registrierungsgebühr begangen wird, die eine Regionalsteuer im Sinne von Artikel 3 Absatz 1 Ziffern 6 bis 8 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen darstellt, wird der Höchstbetrag der Geldbuße nach Absatz 1 und 2 im Falle einer Verletzung der für diese Steuern geltenden Regeln mit Ausnahme derjenigen in Bezug auf Verfahrensregeln, auf 500.000 Euro gebracht."

Art. 15 - Artikel 207*bis* desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Gesetz vom 10. Februar 1981 und zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1986, wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Wenn im Rahmen einer Registrierungsgebühr, die eine Regionalsteuer im Sinne von Artikel 3 Absatz 1 Ziffern 6 bis 8 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen darstellt, gegen das Verbot verstoßen wird, dann wird der Höchstbetrag der Geldbuße nach Absatz 1 im Falle einer Verletzung der für diese Steuern geltenden Regeln mit Ausnahme derjenigen in Bezug auf Verfahrensregeln, auf 500.000 Euro gebracht."

Abschnitt 2 — Änderungen im Erbschaftssteuergesetzbuch

Art. 16 - Artikel 5 des Erbschaftssteuergesetzbuches wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 5 - Der überlebende Ehepartner, dem durch eine Ehevertragsvereinbarung, die den Regeln über die Schenkungen nicht unterliegt, mehr als die Hälfte des Gesamtgutes zugeschrieben wird, wird zwecks der Erhebung der Erbschaftssteuer oder der Steuer auf den Nachlass dem überlebenden Ehepartner gleichgestellt, der bei Fehlen einer Ausnahme zur gleichen Teilung des Gesamtgutes, kraft einer im Rahmen eines Sterbefalls geltenden Bestimmung einen Teil oder die Gesamtheit des dem anderen Ehepartner zukommenden Anteils erhält."

Art. 17 - Artikel 133 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Gesetz vom 10. Februar 1981, abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1986, durch den Königlichen Erlass vom 20. Juli 2000 sowie durch den Erlass vom 13. Juli 2001, wird wie folgt abgeändert:

1° die Zahl "12.500" wird durch die Zahl "500.000" ersetzt;

2° der Artikel wird um folgende Wörter ergänzt: "mit Ausnahme der Bestimmungen in Sachen Verfahrensregeln, in deren Rahmen der Höchstbetrag der Geldbuße auf 12.500 EUR festgelegt wird."

Art. 18 - Artikel 133*bis* desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Gesetz vom 10. Februar 1981, abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1986, durch den Königlichen Erlass vom 20. Juli 2000 sowie durch den Königlichen Erlass vom 13. Juli 2001, wird wie folgt abgeändert:

1° die Zahl "12.500" wird durch die Zahl "500.000" ersetzt;

2° Absatz 1 wird um folgenden Satz ergänzt: "Falls der Verstoß eine Verfahrensregel betrifft, wird der Höchstbetrag der Geldbuße auf 12.500 EUR festgelegt."; ;

2° Absatz 2 wird um folgenden Satz ergänzt: "Falls diese gefälschte Bescheinigung im Rahmen eines Verstoßes gegen eine Verfahrensregel erstellt oder benutzt worden ist, wird der Höchstbetrag der Geldbuße auf 12.500 EUR festgelegt"..

Art. 19 - Artikel 133^{quater} desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Gesetz vom 10. Februar 1981, abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1986, durch den Königlichen Erlass vom 20. Juli 2000 sowie durch den Königlichen Erlass vom 13. Juli 2001, wird wie folgt abgeändert:

- die Zahl "12.500" wird durch die Zahl "500.000" ersetzt;

- der einzige Absatz wird um folgenden Text ergänzt: "Falls das Verbot oder die Schließung im Rahmen eines Verstoßes gegen eine Verfahrensregel verkündet worden ist, wird der Höchstbetrag der Geldbuße auf 12.500 EUR festgelegt. .."

Abschnitt 3 - Änderungen im Gesetzbuch über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern

Art. 20 - In Artikel 68^{ter} des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern, eingefügt durch das Dekret vom 10. Dezember 2009, wird die Zahl "125.000" durch "500.000" ersetzt.

Art. 21 - In dem durch das Dekret vom 10. Dezember 2009 wieder eingeführten Artikel 90 desselben Gesetzbuches wird die Zahl "125.000" jeweils durch die Zahl "500.000" ersetzt.

Abschnitt 4 - Änderungen im Dekret vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben

Art. 22 - In Artikel 63 § 1 des Dekrets vom 6. Mai 1999, ersetzt durch das Dekret vom 28. November 2013, wird die Zahl "100" durch die Zahl "200" ersetzt.

Abschnitt 6 — Inkrafttreten

Art. 23 - Das vorliegende Dekret wird am 1. Juli 2017 wirksam, unter Berücksichtigung folgender Ausnahmen:

1° die Kapitel I und II werden wirksam am Tag, an dem der letzte Rechtsakt zur Zustimmung zum Zusammenarbeitsabkommen vom 20. Februar 2017 zwischen dem Föderalstaat, der Region Brüssel-Hauptstadt und der Wallonischen Region über die Führung des Dienstes für die Regularisierung der Regionalsteuern und der nicht aufteilbaren steuerlich verjährten Kapitalien im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht wird;

2° Artikel 16 ist auf alle Erbfallanmeldungen anwendbar, die ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets hinterlegt werden, und nur für die erwähnten, ab dem 1. Juli 2014 geschlossenen Ehevertragsvereinbarungen.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 1. Juni 2017

Der Ministerpräsident

P. MAGNETTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Kulturerbe

M. PREVOT

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Innovation und digitale Technologien

J.-Cl. MARCOURT

Die Ministerin für Beschäftigung und Ausbildung

E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz

C. DI ANTONIO

Der Minister für Haushalt, den öffentlichen Dienst, die administrative Vereinfachung und die Energie

C. LACROIX

Der Minister für lokale Behörden, Städte, und Wohnungswesen

P.-Y. DERMAGNE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

Fußnote

(1) Sitzungsperiode 2016-2017

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 786 (2016-2017) Nrn. 1 bis 4.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 31. Mai 2017.

Diskussion.

Abstimmung.

Anhang

Zusammenarbeitsabkommen vom 20. Februar 2017 zwischen dem Föderalstaat, der Region Brüssel-Hauptstadt und der Wallonischen Region über die Führung des Dienstes für die Regularisierung der Regionalsteuern und der nicht aufteilbaren steuerlich verjährten Kapitalien und die Einführung eines Systems für die Regularisierung der nicht aufteilbaren steuerlich verjährten Kapitalien

Aufgrund der Verfassung, Artikel 1, 33, 35, 39 und 134;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 92*bis* § 1, eingefügt durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 und zuletzt abgeändert durch das Sondergesetz vom 6. Januar 2014;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 betreffend die Brüsseler Institutionen;

Aufgrund der Artikel 3, 4 und 5/1 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen, zuletzt abgeändert durch das Sondergesetz vom 6. Januar 2014 zur Reform der Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen, zur Erweiterung der steuerlichen Autonomie der Regionen und zur Finanzierung der neuen Zuständigkeiten;

Aufgrund des Artikels 5 § 3 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen;

Aufgrund des Artikels 18 des Gesetzes vom 21. Juli 2016 zur Einführung eines ständigen Systems der steuerlichen und sozialen Regularisierung;

Der Föderalstaat, vertreten durch seine Regierung, in den Personen von Herrn Charles Michel, Premierminister, Herrn Koen Geens, Minister der Justiz, und Herrn Johan Van Overtveldt, Minister der Finanzen und der Bekämpfung der Steuerhinterziehung;

Die Wallonische Region, vertreten durch ihre Regierung, in den Personen von Herrn Paul Magnette, Ministerpräsident der Wallonischen Regierung, und Herrn Christophe Lacroix, Minister der Wallonischen Regierung für Haushalt, den öffentlichen Dienst, die administrative Vereinfachung und die Energie;

Die Region Brüssel-Hauptstadt, vertreten durch ihre Regierung, in den Personen von Herrn Rudi Vervoort, Ministerpräsident der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt, und Herrn Guy Vanhengel, Minister der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt für Finanzen, Haushalt und Außenbeziehungen,

die ihre Befugnisse gemeinsam ausüben, haben das Folgende vereinbart:

KAPITEL I - Allgemeine Bestimmungen

Artikel 1 - Zwecks der Anwendung des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens gelten folgende Definitionen:

1° "nicht aufteilbare steuerlich verjährte Kapitalien": die steuerlich verjährten Kapitalien oder der Teil dieser Kapitalien, für die der Anmelder nicht anhand eines schriftlichen Beweises, der gegebenenfalls durch andere gemeinrechtliche Beweismittel mit Ausnahme des Eides und des Zeugenbeweises ergänzt wird, nachweisen kann, dass diese Kapitalien entweder einer Föderalsteuer, die in den Anwendungsbereich des Gesetzes vom 21. Juli 2016 zur Einführung eines ständigen Systems der steuerlichen und sozialen Regularisierung fällt,

oder den Registrierungsgebühren und Erbschaftssteuern, deren Dienst von der Föderalbehörde gewährleistet wird, unterliegen müssen;

2° "verjährt": außer bei Beweis des Gegenteils gelten die nicht aufteilbaren steuerlich verjährten Kapitalien als verjährt, wenn der Anmelder anhand eines schriftlichen Beweises, der gegebenenfalls durch andere gemeinrechtliche Beweismittel mit Ausnahme des Eides und des Zeugenbeweises ergänzt wird, nachweist, dass sie mindestens zehn Jahre vor der Abgabe der unter Ziffer 4 erwähnten Regularisierungserklärung betreffend die nicht aufteilbaren steuerlich verjährten Kapitalien gebildet wurden;

3° "Kontaktstelle": die innerhalb des Föderalen Öffentlichen Dienstes Finanzen geschaffene "Kontaktstelle Regularisierungen";

4° "Regularisierungserklärung betreffend die nicht aufteilbaren steuerlich verjährten Kapitalien": die Erklärung betreffend die kraft Kapitel II des vorliegenden Abkommens regularisierbaren Einkünfte, Summen, Geschäfte und Kapitalien, deren Muster nach Abstimmung mit den Regionalregierungen durch Königlichen Erlass festgelegt wird, die im Hinblick auf die Erlangung einer Regularisierungsbescheinigung gegen Zahlung der geschuldeten Abgabe bei der Kontaktstelle abgegeben wird;

5° "Regularisierungserklärung betreffend die Regionalsteuern": die Erklärung betreffend die kraft den regionalen Vorschriften in Sachen Regularisierung regularisierbaren Einkünfte, Summen, Geschäfte und Kapitalien, deren Muster nach Abstimmung mit den Regionalregierungen durch Königlichen Erlass festgelegt wird, die im Hinblick auf die Erlangung einer Regularisierungsbescheinigung gegen Zahlung der geschuldeten Abgabe bei der Kontaktstelle abgegeben wird;

6° "Regularisierungsbescheinigung": die Bescheinigung, die anschließend an die Zahlung der Abgabe nach Artikel 1 Ziffer 9 des vorliegenden Abkommens ausgestellt wird, und deren Muster nach Abstimmung mit den Regionalregierungen durch Königlichen Erlass festgelegt wird;

7° "Anmelder": die natürliche Person oder die juristische Person, die entweder persönlich oder über einen Bevollmächtigten eine Regularisierungserklärung einreicht;

8° "Bevollmächtigter": Personen oder Unternehmen, die in den Artikeln 2 und 3 des Gesetzes vom 11. Januar 1993 zur Verhinderung der Nutzung des Finanzsystems zum Zwecke der Geldwäsche und der Terrorismusfinanzierung erwähnt sind;

9° "Abgabe": die Summe, die aufgrund der Regularisierung geschuldet wird, die gemäß des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens und/oder der regionalen Vorschriften in Sachen Regularisierung vorgenommen wird;

10° "Föderalsteuern": die Steuern, für welche eine steuerliche und soziale Regularisierung nach dem Gesetz vom 21. Juli 2016 möglich ist;

11° "Regionalsteuern": die Steuern, für welche eine steuerliche Regularisierung nach den regionalen Vorschriften in Sachen Regularisierung möglich ist;

12° "Gesetz vom 21. Juli 2016": das Gesetz vom 21. Juli 2016 zur Einführung eines ständigen Systems der steuerlichen und sozialen Regularisierung.

Art. 2 - Die Föderalbehörde, die Wallonische Region und die Region Brüssel-Hauptstadt vereinbaren, dass die Registrierungsgebühren sowie die Erbschaftssteuern, deren Dienst von der Föderalbehörde gewährleistet wird, Gegenstand einer Regularisierung sein können.

Das vorliegende Zusammenarbeitsabkommen hat insbesondere zum Zweck,

1° die Regeln festzulegen, oder die bereits im Gesetz vom 21. Juli 2016 bestehenden Regeln näher zu bestimmen, nach welchen die Föderalbehörde im Auftrag der Regionen den Dienst für die Regularisierungen gewährleistet, wenn er einerseits bestimmte Regionalsteuern betrifft, deren Regelung durch Dekret oder Ordonnanz festgelegt wird, und andererseits nicht aufteilbare steuerlich verjährte Kapitalien betrifft;

2° eine Regelung für die Regularisierung der nicht aufteilbaren steuerlich verjährten Kapitalien zu bestimmen.

KAPITEL II - Die Regularisierung der nicht aufteilbaren steuerlich verjährten Kapitalien

Art. 3 - Die nicht aufteilbaren steuerlich verjährten Kapitalien sind Gegenstand einer Regularisierungserklärung nach Artikel 1 Ziffer 4, die spätestens am 31. Dezember 2020 eingereicht wird. Diese Erklärung wird gemäß Artikel 7 des vorliegenden Abkommens erstellt.

Die nicht aufteilbaren steuerlich verjährten Kapitalien, für die eine Regularisierungserklärung nach dem vorigen Absatz eingereicht wird, unterliegen einer Abgabe zu einem Satz von 37 Prozentpunkten auf das Kapital.

Ab dem 1. Januar 2018 wird der in Absatz 2 genannte Satz um 1 Prozentpunkt erhöht.

Ab dem 1. Januar 2019 wird der in Absatz 2 genannte Satz um 2 Prozentpunkte erhöht.

Ab dem 1. Januar 2020 wird der in Absatz 2 genannte Satz um 3 Prozentpunkte erhöht.

Art. 4 - Die nicht aufteilbaren steuerlich verjährten Kapitalien können nicht regularisiert werden, wenn sie in Zusammenhang stehen mit:

- * Terrorismus oder Terrorismusfinanzierung,
- * organisierter Kriminalität;
- * illegalem Drogenhandel,
- * illegalem Handel mit Waffen und damit verbundenen Gütern und Waren, einschließlich Antipersonenminen und/oder Streumunition,
- * Handel mit illegalen Arbeitskräften,
- * Menschenhandel,
- * Ausbeutung der Prostitution,
- * illegaler Anwendung von Substanzen mit hormonaler Wirkung bei Tieren oder illegalem Handel mit solchen Substanzen,
- * illegalem Handel mit menschlichen Organen oder menschlichem Gewebe,
- * Betrugshandlungen zum Nachteil der finanziellen Interessen der Europäischen Gemeinschaften,
- * Unterschlagung durch Personen, die ein öffentliches Amt ausüben, und Korruption,
- * schwerer Umweltkriminalität,
- * Nachahmung von Münzen oder Banknoten,
- * Nachahmung von Gütern,
- * Piraterie,
- * Börsendelikten,
- * einer unrechtmäßigen öffentlichen Aufforderung zur Zeichnung oder der Erbringung von Investmentdienstleistungen, Valutageschäften oder Geldtransfers ohne Zulassung,
- * einem Betrug, einer Geiselnahme, einem Diebstahl oder einer Erpressung oder einer Straftat, die mit einem Konkurs verbunden ist.

Art. 5 - Wenn die Regularisierungserklärung nach Artikel 1 Ziffer 4 unter Einhaltung der Bestimmungen des vorliegenden Abkommens vorgenommen wurde, hat die endgültige und ohne Vorbehalt erfolgte Zahlung der Abgabe im Sinne von Artikel 1 Ziffer 9 des vorliegenden Abkommens zur Folge, dass die nicht aufteilbaren steuerlich verjährten Kapitalien im Übrigen nicht mehr einer Föderal- oder Regionalsteuer, so wie sie durch die regionalen und föderalen Regularisierungsvorschriften vorgesehen sind, unterworfen sind bzw. unterworfen werden können.

Weder die Regularisierungserklärung noch die Zahlung der Abgaben noch die Regularisierungsbescheinigung werden jedoch wirksam:

1° wenn die regularisierten, nicht aufteilbaren steuerlich verjährten Kapitalien aus einer Straftat hervorgehen, die in Artikel 505 des Strafgesetzbuches erwähnt ist, außer wenn sie ausschließlich durch Straftaten erworben wurden, die in den Artikeln 449 und 450 des Einkommensteuergesetzbuches 1992, den Artikeln 73 und 73*bis* des Mehrwertsteuergesetzbuches, den Artikeln 206 und 206*bis* des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches, den Artikeln 133 und 133*bis* des Erbschaftssteuergesetzbuches oder den Artikeln 207 und 207*bis* des Gesetzbuches der verschiedenen Gebühren und Steuern erwähnt sind,

2° wenn die regularisierten, nicht aufteilbaren steuerlich verjährten Kapitalien aus einer Straftat hervorgehen, die in Artikel 5 § 3 des Gesetzes vom 11. Januar 1993 zur Verhinderung der Nutzung des Finanzsystems zum Zwecke der Geldwäsche und der Terrorismusfinanzierung erwähnt ist, mit Ausnahme der in Artikel 5 § 3 Ziffer 1 elfter Gedankenstrich desselben Gesetzes erwähnten Straftat, der Straftat "Missbrauch von Gesellschaftsvermögen" und der Straftat "Untreue", sofern sie gemäß dem vorliegenden Abkommen regularisiert werden,

3° wenn der Anmelder vor Einreichung der Regularisierungserklärung von einer belgischen Gerichtsinstanz, einer belgischen Steuerverwaltung, einer belgischen Einrichtung für soziale Sicherheit, einem belgischen Sozialinspektionsdienst oder vom FÖD Wirtschaft schriftlich über laufende spezifische Untersuchungshandlungen informiert worden ist,

4° wenn zugunsten desselben Anmelders seit dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Zusammenabkommens bereits eine Regularisierungserklärung nach Artikel 1 Ziffer 4 eingereicht worden ist.

Art. 6 - § 1. Personen, die Straftaten begangen haben, die in den Artikeln 449 und 450 des Einkommensteuergesetzbuches 1992, den Artikeln 73 und 73*bis* des Mehrwertsteuergesetzbuches, den Artikeln 206 und 206*bis* des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches, den Artikeln 133 und 133*bis* des Erbschaftssteuergesetzbuches oder den Artikeln 207 und 207*bis* des Gesetzbuches der verschiedenen Gebühren und Steuern erwähnt sind, oder Straftaten, die in Artikel 505 des Strafgesetzbuches erwähnt sind, insofern sie Vermögensvorteile, die unmittelbar aus den vorerwähnten Straftaten gezogen wurden, Güter und Werte, die an ihre Stelle getreten sind, oder Einkünfte aus diesen investierten Vorteilen betreffen, und Personen, die Mittäter oder Komplizen solcher Straftaten im Sinne der Artikel 66 und 67 des Strafgesetzbuches sind, werden von der Strafverfolgung auf der Grundlage dieser Artikel befreit, wenn vor dem Datum der Einreichung der in Artikel 1 Ziffer 4 des vorliegenden Abkommens erwähnten Regularisierungserklärung gegen sie keine Ermittlung oder gerichtliche Untersuchung wegen dieser Straftaten eingeleitet worden ist, wenn eine Regularisierungserklärung unter den Bedingungen des vorliegenden Abkommens abgegeben worden ist und wenn die aufgrund dieser Regularisierungserklärung geschuldeten Abgabe endgültig und ohne Vorbehalt gezahlt worden ist.

§ 2. Für andere als die in § 1 bestimmten Straftaten kann gegen die in § 1 erwähnten Personen immer noch eine Strafverfolgung eingeleitet werden.

Personen, die Straftaten begangen haben, die in den Artikeln 193 bis 197, 489 bis 490*bis*, 491 und 492*bis* des Strafgesetzbuches, Artikel 16 des Gesetzes vom 17. Juli 1975 über die Buchhaltung der Unternehmen, Artikel 12 des Königlichen Erlasses vom 5. Oktober 2006 zur Festlegung von Maßnahmen zur Kontrolle des grenzüberschreitenden Verkehrs von Barmitteln oder den verschiedenen Strafbestimmungen des Gesellschaftsgesetzbuches bestimmt sind, mit dem Ziel, in § 1 bestimmte Straftaten zu begehen oder zu erleichtern, oder

die Folge der in § 1 erwähnten Straftaten sind, bleiben für diese Straftaten straffrei, wenn vor dem Datum der Einreichung der in Artikel 1 Ziffer 4 erwähnten Regularisierungserklärung gegen sie keine Ermittlung oder gerichtliche Untersuchung wegen dieser Straftaten eingeleitet worden ist und wenn sie die gemäß vorliegendem Kapitel geschuldete Abgabe endgültig und ohne Vorbehalt gezahlt haben.

Die Bestimmungen der Absätze 1 und 2 finden keine Anwendung auf Mittäter und Komplizen, die keine Regularisierungserklärung abgegeben haben.

Die vorerwähnten Bestimmungen beeinträchtigen die Rechte Dritter nicht.

§ 3. Mitglieder der Kontaktstelle und Mitglieder ihres Personals und andere bei ihr abberufene Beamte unterliegen keiner Mitteilungspflicht wie in Artikel 29 des Strafprozessgesetzbuches erwähnt.

KAPITEL III - Führung des Dienstes für die Regularisierung der Regionalsteuern und/oder der nicht aufteilbaren steuerlich verjährten Kapitalien

Art. 7 - Die in Artikel 1 genannten Regularisierungserklärungen werden bei der Kontaktstelle anhand eines Erklärungsformulars eingereicht, das gemäß Artikel 1 erstellt wird. Auf diesem Formular werden unter anderem der Name des Anmelders und gegebenenfalls seines Bevollmächtigten, der Betrag der angegebenen Summen und der nicht aufteilbaren steuerlich verjährten Kapitalien und das Datum der Einreichung der Erklärung angegeben.

Zugrunde liegende Schriftstücke können bis sechs Monate nach Einreichung der Regularisierungserklärung im Sinne von Artikel 1 eingereicht werden.

Die Kontaktstelle hat die Möglichkeit, zugrunde liegende Schriftstücke, die der Regularisierungserklärung im Sinne von Artikel 1 beigelegt sind und sich auf regularisierte Beträge beziehen, in Bezug auf ihre Übereinstimmung mit den Angaben der eingereichten Regularisierungserklärung im Sinne von Artikel 1 zu prüfen.

Schriftstücke, die bei einer Regularisierungserklärung vorgelegt werden und sich nicht auf regularisierte Beträge beziehen, werden nicht als Teil der Regularisierungserklärung betrachtet und können somit im Nachhinein nationalen oder ausländischen Gerichts- oder Verwaltungsinstanzen oder Finanzinstituten gegenüber nicht wirksam gemacht werden.

Den Regularisierungserklärungen im Sinne von Artikel 1 wird eine kurze Erläuterung zu dem Hinterziehungsschema und dem Umfang und Ursprung der regularisierten Beträge und nicht aufteilbaren steuerlich verjährten Kapitalien, dem Zeitraum, in dem sie entstanden sind, und den für die regularisierten Beträge genutzten Finanzkonten beigelegt.

Nach Empfang der Regularisierungserklärung informiert die Kontaktstelle den Anmelder oder seinen Bevollmächtigten schriftlich über ihre Zulässigkeit. Die Kontaktstelle legt im selben Brief den Betrag der in Ausführung des vorliegenden Abkommens geschuldeten Abgabe fest.

Die Zahlung der Abgabe muss binnen fünfzehn Kalendertagen ab dem Datum der Versendung dieses Briefs endgültig und ohne Vorbehalt erfolgen; sie fällt der Staatskasse endgültig zu.

Bei Empfang dieser endgültigen und ohne Vorbehalt erfolgten Zahlung übermittelt die Kontaktstelle dem Anmelder oder seinem Bevollmächtigten eine Regularisierungsbescheinigung, deren Muster gemäß Artikel 1 Ziffer 6 festgelegt wird und die unter anderem Folgendes enthält: Namen des Anmelders und gegebenenfalls seines Bevollmächtigten, Betrag der Abgabe und Betrag der regularisierten Summen und nicht aufteilbaren steuerlich verjährten Kapitalien.

Sobald die Regularisierungsbescheinigung dem Anmelder oder seinem Bevollmächtigten übermittelt worden ist, informiert die Kontaktstelle das durch das vorerwähnte Gesetz vom 11. Januar 1993 eingesetzte Büro für die Verarbeitung finanzieller Informationen über die abgeschlossene Regularisierung und schickt ihm eine Abschrift der Regularisierungsbescheinigung und die in Absatz 4 erwähnten Angaben mit Ausnahme des Hinterziehungsschemas zu.

Bei der Kontaktstelle abgegebene Erklärungen werden nummeriert und aufbewahrt. Darüber hinaus führt die Kontaktstelle ein Verzeichnis der ausgestellten Regularisierungsbescheinigungen mit Verweis auf die Nummer der Regularisierungserklärung.

Bei der Kontaktstelle tätige Beamte und Personalmitglieder sind an das in Artikel 458 des Strafgesetzbuches vorgesehene Berufsgeheimnis gebunden.

Außerdem dürfen sie die bei der Regularisierungserklärung eingeholten Auskünfte keinen anderen Diensten des Föderalen Öffentlichen Dienstes Finanzen oder anderen regionalen öffentlichen Diensten mitteilen.

Art. 8 - Die in Artikel 1 des vorliegenden Abkommens erwähnten Regularisierungserklärungen, die nachfolgende Zahlung der geschuldeten Abgabe und die in Artikel 1 erwähnte Regularisierungsbescheinigung betreffend Regionalsteuern, deren Dienst von der Föderalbehörde gewährleistet wird, oder betreffend nicht aufteilbare steuerlich verjährte Kapitalien, dürfen weder vom Föderalen Öffentlichen Dienst Finanzen noch von den Dienststellen der Wallonischen Region oder der Region Brüssel-Hauptstadt als Indiz oder Hinweis benutzt werden, um Steueruntersuchungen oder -kontrollen durchzuführen, um mögliche Verstöße gegen die steuerrechtlichen Vorschriften zu melden oder um Auskünfte auszutauschen, außer was die Festlegung der aufgrund der Regularisierungserklärung geschuldeten Abgaben und den Betrag der regularisierten Kapitalien betrifft.

Die Kontaktstelle teilt dem regionalen Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört, jedoch jährlich einen Bericht mit, der die von den Anmeldern mitgeteilten kurzen Erläuterungen zu dem Hinterziehungsschema betreffend die Regionalsteuern enthält.

Art. 9 - In den Grenzen der in den regionalen Vorschriften vorgesehenen Bestimmungen zur Einführung einer Regularisierungsregelung kann die Regularisierungsbescheinigung betreffend Regionalsteuern, deren Dienst von der Föderalbehörde gewährleistet wird, als Beweismittel vor den Gerichtshöfen und Gerichten, vor den Verwaltungsgerichten und gegenüber jedem föderalen oder regionalen öffentlichen Dienst benutzt werden.

In den Grenzen der in Artikel 5 des vorliegenden Abkommens vorgesehenen Bestimmung kann die Regularisierungsbescheinigung betreffend nicht aufteilbare steuerlich verjährte Kapitalien als Beweismittel vor den Gerichtshöfen und Gerichten, vor den Verwaltungsgerichten und gegenüber jedem föderalen oder regionalen öffentlichen Dienst benutzt werden.

KAPITEL IV - Überweisung durch den Föderalstaat des Betrags der Abgaben, die sich aus der Regularisierung von bestimmten Regionalsteuern und von nicht aufteilbaren steuerlich verjährten Kapitalien ergeben, an die Wallonische Region und an die Region Brüssel-Hauptstadt

Art. 10 - Der Teil der von der Kontaktstelle bezogenen Abgaben, der in der Wallonischen Region lokalisierte Regionalsteuern betrifft, wird spätestens am vorletzten Werktag des Monats nach demjenigen, in dem die Abgaben bezogen werden, an die Wallonische Region überwiesen.

Der Teil der von der Kontaktstelle bezogenen Abgaben, der in der Region Brüssel-Hauptstadt lokalisierte Regionalsteuern betrifft, wird spätestens am vorletzten Werktag des Monats nach demjenigen, in dem die Abgaben bezogen werden, an die Region Brüssel-Hauptstadt überwiesen.

Art. 11 - Die nicht aufteilbaren verjährten Kapitalien im Sinne des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens sind Kapitalien, für welche Steuern der Föderalbehörde und ausschließlich in einer Region lokalisierte Regionalsteuern geschuldet werden.

Was die Regionalsteuern betrifft, gelten als

- a) in der Wallonischen Region lokalisiert, die nicht aufteilbaren verjährten Kapitalien
 - aus einer Erbschaft wenn der Verstorbene zum Zeitpunkt seines Todes seinen Wohnsitz in der Wallonischen Region hatte. Wenn der Verstorbene seinen steuerlichen Wohnsitz im Zeitraum von fünf Jahren vor dem Tod an mehr als einem Ort in Belgien hatte: die Wallonische Region, wenn der Verstorbene während dieses Zeitraums seinen steuerlichen Wohnsitz am längsten in der Wallonischen Region hatte;
 - aus Geschäften, bei welchen Registrierungsgebühren auf die entgeltliche Übertragung von in der Wallonischen Region gelegenen unbeweglichen Gütern geschuldet waren;
 - aus Geschäften, bei welchen Registrierungsgebühren auf die Bestellung einer Hypothek geschuldet waren, wenn sich das Immobiliengut in der Wallonischen Region befindet;
 - aus Geschäften, bei welchen Registrierungsgebühren auf Schenkungen unter Lebenden von beweglichen oder unbeweglichen Gütern geschuldet waren, wenn der Schenker zum Zeitpunkt der Schenkung seinen steuerlichen Wohnsitz in der Wallonischen Region hatte. Wenn der Schenker seinen steuerlichen Wohnsitz im Zeitraum von fünf Jahren vor der Schenkung an mehreren Orten in Belgien hatte: die Wallonische Region, wenn der Schenker während dieses Zeitraums seinen steuerlichen Wohnsitz am längsten in der Wallonischen Region hatte;
 - aus Geschäften, bei welchen Registrierungsgebühren auf Teil- oder Gesamtverteilungen von in Belgien gelegenen unbeweglichen Gütern, entgeltliche Abtretungen - unter Miteigentümern - von ungeteilten Teilen solcher Güter geschuldet waren, wenn das unbewegliche Gut in der Wallonischen Region gelegen ist;
- b) in der Region Brüssel-Hauptstadt, die nicht aufteilbaren verjährten Kapitalien,
 - aus einer Erbschaft wenn der Verstorbene zum Zeitpunkt seines Todes seinen Wohnsitz in der Region Brüssel-Hauptstadt hatte. Wenn der Verstorbene seinen steuerlichen Wohnsitz im Zeitraum von fünf Jahren vor dem Tod an mehr als einem Ort in Belgien hatte: die Region Brüssel-Hauptstadt, wenn der Verstorbene während dieses Zeitraums seinen steuerlichen Wohnsitz am längsten in der Region Brüssel-Hauptstadt hatte;
 - aus Geschäften, für welche Registrierungsgebühren auf die entgeltliche Übertragung von in der Region Brüssel-Hauptstadt gelegenen unbeweglichen Gütern geschuldet waren;
 - aus Geschäften, für welche Registrierungsgebühren auf die Bestellung einer Hypothek geschuldet waren, wenn sich das Immobiliengut in der Region Brüssel-Hauptstadt befindet;
 - aus Geschäften, bei welchen Registrierungsgebühren auf Schenkungen unter Lebenden von beweglichen oder unbeweglichen Gütern geschuldet waren, wenn der Schenker zum Zeitpunkt der Schenkung seinen steuerlichen Wohnsitz in der Region Brüssel-Hauptstadt hatte. Wenn der Schenker seinen steuerlichen Wohnsitz im Zeitraum von fünf Jahren vor der Schenkung an mehreren Orten in Belgien hatte: die Region Brüssel-Hauptstadt, wenn der Schenker während dieses Zeitraums seinen steuerlichen Wohnsitz am längsten in der Region Brüssel-Hauptstadt hatte;

- aus Geschäften, bei welchen Registrierungsgebühren auf Teil- oder Gesamtverteilungen von in Belgien gelegenen unbeweglichen Gütern, entgeltliche Abtretungen - unter Miteigentümern - von ungeteilten Teilen solcher Güter geschuldet waren, wenn das unbewegliche Gut in der Region Brüssel-Hauptstadt gelegen ist.

Der Betrag der gemäß Kapitel II bezogenen Abgabe wird zu gleichen Teilen zwischen der Föderalbehörde und der betreffenden Region aufgeteilt.

KAPITEL V - Inkrafttreten

Art. 12 - Das vorliegende Zusammenarbeitsabkommen wird gleichzeitig mit den verschiedenen Billigungsurkunden vom Föderalen Öffentlichen Dienst Kanzlei des Premierministers im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht, auf Antrag der Partei, deren Gesetzgeber das Abkommen zuletzt gebilligt hat. Die Parteien ergreifen sofort die erforderlichen Initiativen, was die Billigungsurkunden betrifft.

Das vorliegende Abkommen tritt am Tag nach demjenigen der Veröffentlichung des Zusammenarbeitsabkommens und der Billigungsurkunden im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Geschehen zu Brüssel am 20. Februar 2017 in drei Originalausfertigungen.

Für den Föderalstaat:

Der Premierminister,

Ch. MICHEL

Der Minister der Justiz,

K. GEENS

Der Minister der Finanzen und der Bekämpfung der Steuerhinterziehung,

J. VAN OVERTVELDT

Für die Wallonische Region:

Der Ministerpräsident der Wallonischen Regierung,

P. MAGNETTE

Der Minister der Wallonischen Regierung für Haushalt, den öffentlichen Dienst, die administrative Vereinfachung und die Energie,

C. LACROIX

Für die Region Brüssel-Hauptstadt:

Der Ministerpräsident der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt,

R. VERVOORT

Der Minister der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt für Finanzen, Haushalt und
Außenbeziehungen,

G. VANHENGEL

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2017/30429]

1 JUNI 2017. — Decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 20 februari 2017 tussen de Federale Overheid, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en het Waalse Gewest met betrekking tot het beheer van de dienst voor de regularisatie van gewestelijke belastingen en niet uitsplitsbare fiscaal verjaarde kapitalen en de oprichting van een regularisatiesysteem van niet uitsplitsbare fiscaal verjaarde kapitalen, tot uitvoering van een fiscaal regularisatiesysteem beperkt in de tijd en tot invoering van de maatregelen betreffende de overdracht van de eigendom van een onroerend goed van een vennootschap naar een vennoot, afstand van het vruchtgebruik op een onroerend goed gevolgd of voorafgegaan door een schenking, de clausules voor de toekenning van het gezamenlijk gemeenschappelijk vermogen of clausules van ongelijke verdeling van dat gemeenschappelijk vermogen zonder overlevingsvoorwaarde, beter bekend als de “sterfhuisclausule” en de herziening van het bedrag van de geldboetes (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Goedkeuring van het samenwerkingsakkoord van 20 februari 2017 tussen de Federale Overheid, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en het Waalse Gewest met betrekking tot het beheer van de dienst voor de regularisatie van gewestelijke belastingen en niet uitsplitsbare fiscaal verjaarde kapitalen en de oprichting van een regularisatiesysteem van niet uitsplitsbare fiscaal verjaarde kapitalen

Artikel 1. Instemming wordt verleend met het samenwerkingsakkoord van 20 februari 2017 tussen de Federale Overheid, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en het Waalse Gewest met betrekking tot het beheer van de dienst voor de regularisatie van gewestelijke belastingen en niet uitsplitsbare fiscaal verjaarde kapitalen en de oprichting van een regularisatiesysteem van niet uitsplitsbare fiscaal verjaarde kapitalen.

HOOFDSTUK II. — Uitvoering van een fiscaal regularisatiesysteem beperkt in de tijd

Art. 2. § 1. Kunnen het voorwerp uitmaken van een regularisatieaangifte beoogd in artikel 1, 5°, van het samenwerkingsakkoord van 20 februari 2017 tussen de federale overheid, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot het beheer van de dienst voor de regularisatie van gewestelijke belastingen en niet uitsplitsbare fiscaal verjaarde kapitalen en de oprichting van een regularisatiesysteem van niet uitsplitsbare fiscaal verjaarde kapitalen, hierna vernoemd als « het samenwerkingsakkoord van 20 februari 2017 » :

- de sommen, kapitalen of roerende waarden op dewelke verjaarde successierechten verschuldigd zijn voor zover deze sommen, kapitalen of roerende waarden deel uitmaken van de nalatenschap van een rijksinwoner of die geacht worden er deel van uit te maken waarvoor het Waals Gewest bevoegd is op grond van artikelen 3, 4°, 4, § 1, en 5, § 2, 4°, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten ;

- de sommen, kapitalen of roerende waarden op dewelke niet-verjaarde successierechten verschuldigd zijn voor zover deze sommen, kapitalen of roerende waarden deel uitmaken van de nalatenschap van een rijksinwoner of die geacht worden er deel van uit te maken waarvoor het Waals Gewest bevoegd is op grond van artikelen 3, 4°, 4, § 1, en 5, § 2, 4° van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten ;

- de sommen, kapitalen of roerende waarden op dewelke verjaarde registratierechten verschuldigd zijn voor zover deze sommen, kapitalen of roerende waarden voortkomen uit handelingen waarvoor het Waals Gewest bevoegd is op grond van artikelen 3, 6° tot en met 8°, 4, § 1, en 5, § 2, 6° tot en met 8°, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten ;

- de sommen, kapitalen of roerende waarden op dewelke niet-verjaarde registratierechten verschuldigd zijn voor zover deze sommen, kapitalen of roerende waarden voortkomen uit handelingen waarvoor het Waals Gewest bevoegd is op grond van artikelen 3, 6° tot en met 8°, 4, § 1, en 5, § 2, 6° tot en met 8°, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.

In afwijking van het voorgaande lid, moeten het voorwerp uitmaken van een regularisatieaangifte, beoogd in artikel 1, 5°, van het samenwerkingsakkoord van 20 februari 2017, de sommen, kapitalen of roerende waarden waarop :

1° niet verjaarde successierechten of registratierechten verschuldigd zijn indien cumulatief:

a) de inkomsten voortkomende uit deze sommen, kapitalen of roerende waarden het voorwerp uitmaken van een fiscale regularisatie in het kader van de wet van 21 juli 2016 tot invoering van een permanent systeem inzake fiscale en sociale regularisatie ;

b) de aangever niet aantoont, aan de hand van een schriftelijk bewijs, desgevallend aangevuld met andere bewijsmiddelen van het gemeen recht, met uitzondering van de eed en het bewijs door getuigen, dat de sommen, kapitalen of roerende waarden onderworpen zijn geweest, naar gelang het geval, aan de successierechten of de registratierechten beoogd in het eerste lid;

2° verjaarde successierechten of registratierechten verschuldigd zijn indien de twee volgende voorwaarden verenigd zijn :

a) de inkomsten voortkomende uit deze sommen, kapitalen of roerende waarden het voorwerp uitmaken van een fiscale regularisatie in het kader van de wet van 21 juli 2016 tot invoering van een permanent systeem inzake fiscale en sociale regularisatie ;

b) de aangever niet aantoont, aan de hand van een schriftelijk bewijs, desgevallend aangevuld met andere bewijsmiddelen van het gemeen recht, met uitzondering van de eed en het bewijs door getuigen, dat de sommen, kapitalen of roerende waarden onderworpen zijn geweest, naar gelang het geval, aan de successierechten of de registratierechten beoogd in het eerste lid.

§ 2. Onder verjaarde successierechten, wordt verstaan de successierechten ten aanzien waarvan de fiscale administratie op het ogenblik van de indiening van de regularisatieaangifte geen heffingsbevoegdheid meer kan uitoefenen in hoofde van diegene op wiens naam de regularisatieaangifte is ingediend ingevolge het verstrijken van de termijnen bedoeld in de artikelen 137, 139, 1401 en 1402 van het Wetboek der successierechten.

§ 3. Onder verjaarde registratierechten, wordt verstaan de registratierechten ten aanzien waarvan de fiscale administratie op het ogenblik van de indiening van de regularisatieaangifte geen heffingsbevoegdheid meer kan uitoefenen in hoofde van diegene op wiens naam de regularisatieaangifte is ingediend ingevolge het verstrijken van de termijnen bedoeld in de artikelen 214, 216, 2171 en 2172 of 218 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten.

§ 4. De verjaarde rechten beoogd in de paragrafen 2 en 3 komen voort uit misdrijven beoogd in artikel 8.

§ 5. De sommen, kapitalen of roerende waarden beoogd door het onderhavige artikel kunnen het voorwerp uitmaken van een regularisatieaangifte uitsluitend tot en met 31 december 2020.

Art. 3. In afwijking van artikel 2, § 1, kunnen niet geregulariseerd worden :

1° de successierechten verschuldigd op de sommen, kapitalen of roerende waarden die deel uitmaken van de nalatenschap van een rijksinwoner of die geacht worden er deel van uit te maken in de volgende gevallen :

a) de nalatenschap is opgevallen na 31 december 2016;

b) de nalatenschap, opgevallen vóór 1 januari 2017, heeft niet het voorwerp uitgemaakt van een aangifte van nalatenschap ingediend vóór 1 juli 2017 of binnen de termijn voor dewelke de administratie haar schriftelijk akkoord gegeven heeft vóór deze datum;

2° de registratierechten verschuldigd op de sommen, kapitalen of roerende waarden die voortkomen uit handelingen die geregistreerd zijn geweest na 15 juni 2017 of die dit hadden moeten zijn.

Art. 4. De sommen, kapitalen of roerende waarden beoogd door artikel 2 kunnen slechts geregulariseerd worden voor zover de aangever, in de zin van artikel 1, 7°, van het samenwerkingsakkoord van 20 februari 2017, de aard van de te regulariseren rechten en de periode waartoe de te regulariseren rechten behoren aantoonbaar aan de hand van schriftelijk bewijs, desgevallend aangevuld met andere bewijsmiddelen van het gemeen recht, met uitzondering van de eed en het bewijs door getuigen.

Zonder afbreuk te doen aan artikel 8, kunnen niet geregulariseerd worden de sommen, kapitalen of roerende waarden die verbonden zijn met:

1° terrorisme of financiering van terrorisme;

2° georganiseerde misdaad;

3° illegale handel in verdoevende middelen ;

4° illegale handel in wapens, goederen en handelswaren, met inbegrip van antipersoonsmijnen en/of clustermunities;

5° handel in clandestiene werkrachten ;

6° mensenhandel;

7° uitbuiting van prostitutie;

8° illegaal gebruik bij dieren van stoffen met hormonale werking of illegale handel in dergelijke stoffen;

9° illegale handel in menselijke organen of weefsels ;

10° fraude ten nadele van de financiële belangen van de Europese Gemeenschappen;

11° verduistering door personen die een openbare functie uitoefenen en corruptie;

12° ernstige milieucriminaliteit;

13° namaak van muntstukken of bankbiljetten;

14° namaak van goederen ;

15° piraterij ;

16° beursdelicten ;

17° onwettig openbaar aantrekken van spaargelden of het verlenen van beleggingsdiensten, diensten van valutahandel of van geldoverdracht zonder vergunning;

18° oplichting, gijzeling, diefstal of afpersing of misdrijven die verband houden met een staat van faillissement.

De regularisatie-aangifte moet gepaard gaan met een bondige verklaring omtrent het fraudeschema, alsook omtrent de omvang en de oorsprong van de geregulariseerde niet uitsplitsbare fiscaal verjaarde sommen en kapitalen, de periode waarin deze ontstaan zijn en de voor de geregulariseerde bedragen gebruikte financiële rekeningen.

Art. 5. § 1. De geregulariseerde niet-verjaarde registratierechten zijn onderworpen aan een heffing overeenkomstig het normale belastingtarief dat op hen van toepassing was op het moment dat voormelde rechten verschuldigd waren vermeerderd met 22 procentpunten.

Bij het bepalen van de heffing beoogd in het eerste lid, wordt met geen enkel abatement rekening gehouden noch met enige vermindering van de verschuldigde rechten.

§ 2. De geregulariseerde niet-verjaarde successierechten zijn onderworpen aan een heffing overeenkomstig het normale belastingtarief dat op hen van toepassing was op het moment dat voormelde rechten verschuldigd waren vermeerderd met 22 procentpunten.

Bij het bepalen van de heffing beoogd in het eerste lid, wordt met geen enkel abatement rekening gehouden noch met enige vermindering van de verschuldigde rechten.

§ 3. De geregulariseerde verjaarde registratie- en successierechten zijn onderworpen aan een heffing van een tarief van 37 procent op:

1° de sommen, kapitalen of roerende waarden die deel uitmaken van de nalatenschap van een rijksinwoner of die geacht worden er deel van uit te maken;

2° de sommen, kapitalen of roerende waarden voortkomende uit handelingen voor dewelke registratierechten verschuldigd waren.

Bij het bepalen van de heffing beoogd in het eerste lid, wordt met geen enkel abatement rekening gehouden noch met enige vermindering van de verschuldigde rechten.

§ 4. Vanaf 1 januari 2018, worden de in de paragrafen 1 tot en met 3 bedoelde heffingen vermeerderd als volgt:

- 22 procentpunten worden 23 procentpunten ;

- 37 procent wordt 38 procent.

Vanaf 1 januari 2019 worden de, na toepassing van het eerste lid verkregen heffingen, vermeerderd als volgt:

- 23 procentpunten worden 24 procentpunten ;

- 38 procent wordt 39 procent.

Vanaf 1 januari 2020 worden de na toepassing van het eerste lid verkregen heffingen, vermeerderd als volgt:

- 24 procentpunten worden 25 procentpunten ;

- 39 procent wordt 40 procent.

Art. 6. § 1. Als de regularisatieaangifte gerealiseerd is overeenkomstig de bepalingen van dit decreet alsook die van het samenwerkingsakkoord van 20 februari 2017, heeft de definitieve betaling, uitgevoerd zonder enig voorbehoud van de heffingen vermeld in artikel 5, § 1, tot gevolg dat de sommen, kapitalen of roerende waarden op dewelke de rechten verschuldigd waren, voor het overige niet langer onderworpen zijn of niet langer onderworpen kunnen zijn aan eender welk recht zoals voorzien in het Wetboek der registratie-, hypotheek en griffierechten voor zover ze betrekking hebben op de registratierechten vermeld in artikel 2 met inbegrip van de boetes en nalatigheidsinteressen die daarin voorzien zijn.

§ 2. Als de regularisatieaangifte uitgevoerd is overeenkomstig de bepalingen van dit decreet alsook die van het samenwerkingsakkoord van 20 februari 2017, heeft de definitieve betaling, uitgevoerd zonder enig voorbehoud van de heffingen vermeld in artikel 5, § 2, tot gevolg dat de sommen, kapitalen of roerende waarden op dewelke de rechten verschuldigd waren, voor het overige niet langer onderworpen zijn of niet langer onderworpen kunnen zijn aan eender welk recht zoals voorzien in het Wetboek der successierechten met inbegrip van de boetes en nalatigheidsinteressen die daarin voorzien zijn.

Art. 7. Noch de regularisatieaangifte, noch de betaling van de heffingen, noch het regularisatieattest overgemaakt door het Contactpunt hebben enig effect indien :

1° de geregulariseerde sommen, kapitalen of roerende waarden voortkomen uit een misdrijf bedoeld in artikel 505 van het Strafwetboek, behoudens wanneer deze uitsluitend zijn verkregen uit misdrijven;

a) als bedoeld in de artikelen 206 en 206bis van het Wetboek der registratie- hypotheek- en griffierechten indien deze artikelen betrekking hebben op de registratierechten vermeld in artikel 2;

b) als bedoeld in de artikelen 133 en 133bis van het Wetboek der successierechten;

2° de geregulariseerde sommen, kapitalen of roerende waarden voortkomen uit een misdrijf bedoeld in artikel 5, § 3, van de wet van 11 januari 1993 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld en de financiering van terrorisme met uitzondering van het misdrijf bedoeld in artikel 5, § 3, 1°, elfde streepje van dezelfde wet, en het misdrijf « misbruik van vennootschapsgoederen » en « misbruik van vertrouwen », voor zover zij geregulariseerd zijn overeenkomstig de artikelen van het onderhavige hoofdstuk;

3° vóór de indiening van de regularisatieaangifte, de aangever schriftelijk in kennis gesteld is van lopende specifieke onderzoekdaden ofwel door een Belgische gerechtelijke instantie ofwel door een Belgische belastingadministratie ;

4° reeds een regularisatieaangifte werd ingediend ten behoeve van dezelfde aangever sinds de datum van de inwerkingtreding van de artikelen van het onderhavige hoofdstuk.

Art. 8. § 1. De personen die zich schuldig hebben gemaakt aan misdrijven als bedoeld in de artikelen 206 en 206bis van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten in zoverre deze artikelen betrekking hebben op de registratierechten die vermeld zijn in artikel 3, eerste lid, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, aan misdrijven zoals bedoeld in de artikelen 133 en 133bis van het Wetboek der successierechten of aan de misdrijven omschreven in artikel 505 van het Strafwetboek, in zoverre die betrekking hebben op de vermogensvoordelen die rechtstreeks uit de voormelde misdrijven zijn verkregen of op de goederen en waarden die in de plaats ervan gesteld zijn of op de inkomsten uit de belegde voordelen, evenals de personen die mededaders of medeplichtigen zijn aan dergelijke misdrijven in de zin van de artikelen 66 en 67 van het Strafwetboek, zijn vrijgesteld van strafvervolgning uit dien hoofde, indien zij niet vóór de datum van de indiening van de regularisatieaangifte beoogd in artikel 1, 5°, van het samenwerkingsakkoord van 20 februari 2017, het voorwerp hebben uitgemaakt van een opsporingsonderzoek of gerechtelijk onderzoek uit hoofde van deze misdrijven en indien een regularisatieaangifte gedaan werd onder de voorwaarden van dit decreet alsook die van het samenwerkingsakkoord van 20 februari 2017 en indien de ingevolge die regularisatieaangifte verschuldigde heffing definitief en zonder enig voorbehoud betaald werd.

§ 2. Voor alle misdrijven, andere dan deze bepaald in paragraaf 1, kunnen de in paragraaf 1 bedoelde personen nog steeds het voorwerp uitmaken van strafvervolgning.

De personen die zich schuldig hebben gemaakt aan misdrijven omschreven in de artikelen 193 tot en met 197, 489 tot en met 490bis, 491 en 492bis van het Strafwetboek, aan misdrijven omschreven in artikel 16 van de wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding van de ondernemingen, aan misdrijven omschreven in artikel 12 van het koninklijk besluit van 5 oktober 2006 houdende maatregelen ter controle van het grensoverschrijdend verkeer van liquide middelen, aan misdrijven omschreven in de verschillende strafbepalingen van het Wetboek van vennootschappen, en die werden begaan met het oog op het plegen van of het vergemakkelijken van de in paragraaf 1 bedoelde misdrijven of die het gevolg zijn van de in paragraaf 1 bedoelde misdrijven, blijven voor deze misdrijven vrijgesteld van bestraffing, indien zij vóór de datum van de indiening van de regularisatieaangifte overeenkomstig de bepalingen van dit decreet alsook overeenkomstig deze van het samenwerkingsakkoord van 20 februari 2017 niet het voorwerp hebben uitgemaakt van een opsporingsonderzoek of gerechtelijk onderzoek uit hoofde van deze misdrijven, indien zij een regularisatieaangifte hebben gedaan onder de voorwaarden van dit decreet alsook die van het samenwerkingsakkoord van 20 februari 2017 en indien zij definitief en zonder enige voorbehoud de verschuldigde heffing overeenkomstig dit decreet betaald hebben.

De bepalingen van het eerste en het tweede lid zijn niet van toepassing op mededaders en medeplichtigen die geen regularisatieaangifte hebben ingediend.

De bepalingen beoogd in het eerste tot en met het derde lid, doen geen afbreuk aan de rechten van derden.

HOOFDSTUK III. — *Aanpassing van de fiscale wetboeken ter bestrijding van misbruik en fiscale fraude*

Afdeling 1. — Wijzigingen in het Wetboek der registratierechten

Art. 9. Artikel 129 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, vervangen door de wet van 23 december 1958 en gewijzigd bij de wet van 12 juli 1979 en bij de wet van 15 juli 1985 wordt gewijzigd als volgt :

1° in lid 1 wordt na de woorden "anderszins dan bij inbreng in vennootschap," het woord "rechtstreeks" ingevoegd en na de woorden "door één of meer vennoten," de woorden "of door verbonden personen,";

2° er wordt een lid 4 toegevoegd, luidend als volgt : "Wanneer een bebouwd of onbebouwd onroerend goed ingebracht of verworven is onder het stelsel van de registratierechten en inrichtingen, bouwwerken, herbouwwerken of verbouwingen waarvoor een stedenbouwkundige vergunning is vereist op dat onroerend goed zijn uitgevoerd in de loop van het bestaan van de vennootschap, is het voor de verkopen vastgesteld recht, verminderd met het registratierecht geheven bij de opname in het maatschappelijk vermogen, in afwijking van het derde lid, verschuldigd over de totale waarde van het onroerend goed wanneer het verworven is door een vennoot die deel uitmaakte van de vennootschap op de dag van de inbreng of van de verwerving van laatstgenoemd goed door de vennootschap.";

3° er wordt een lid 5 toegevoegd, luidend als volgt : "De toepassing van lid 3 wordt ondergeschikt gemaakt aan de voorwaarde dat de partijen in of onderaan de overeenkomst die aanleiding geeft tot de heffing van het verhoudingsgewijze registratierecht of in een schriftelijke verklaring gevoegd bij deze overeenkomst verklaren dat door de vennootschap op dat onroerend goed geen werken zoals bedoeld in lid 4 zijn uitgevoerd.";

4° er wordt een lid 6 toegevoegd, luidend als volgt : "Voor de toepassing van lid 1 worden onder verbonden persoon verstaan, de verwanten in de zijlijn, in de opgaande en de neergaande lijn van de vennoten tot in de tweede graad, de echtgenoot/-genote evenals de personen met wie ze wettelijk samenwonen. Als verbonden personen worden eveneens beschouwd, de verwanten in de opgaande of de neergaande lijn tot in de tweede graad van de echtgenoot/-genote of van de samenwonende van de vennoot.";

5° er wordt een lid 7 toegevoegd, luidend als volgt : "Het verkooprecht wordt geheven op de verwerving wanneer de partijen in een gewaarmerkte en ondertekende verklaring, in of onderaan de overeenkomst die aanleiding geeft tot de heffing van het verhoudingsgewijze registratierecht of in een schriftelijke verklaring gevoegd bij deze overeenkomst niet verklaren dat de verwerfer noch een vennoot, noch een verbonden persoon in de zin van lid 6 is.";

6° er wordt een lid 8 toegevoegd, luidend als volgt : "Bij ontstentenis van de verklaringen bedoeld in de leden 5 en 7 wordt de overeenkomst onder toepassing van het verkooprecht geregistreerd; wat geïnd wordt boven op het recht dat toegepast had moeten worden als dergelijke verklaringen opgenomen waren geweest, is op grond van een verklaring van de verwerfer waarin de inhoud van de verklaringen bedoeld in deze leden opgenomen was, terugbetaalbaar.".

Art. 10. Artikel 130 van hetzelfde Wetboek gewijzigd bij de wet van 14 maart 1962 wordt gewijzigd als volgt:

1° na de woorden "anderszins dan bij inbreng in vennootschap," wordt het woord "rechtstreeks" ingevoegd en na de woorden "door één of meer vennoten," de woorden "of door verbonden personen,";

2° er wordt een lid 2 toegevoegd, luidend als volgt : "Voor de toepassing van lid 1 worden onder verbonden persoon verstaan, de verwanten in de zijlijn, in de opgaande en de neergaande lijn van de vennoten tot in de tweede graad, de echtgenoot/-genote evenals de personen met wie ze wettelijk samenwonen. Als verbonden personen worden eveneens beschouwd, de verwanten in de opgaande of de neergaande lijn tot in de tweede graad van de echtgenoot/-genote of van de samenwonende van de vennoot.";

3° er wordt een lid 3 toegevoegd, luidend als volgt : "Behoudens andersluidende verklaring van de partijen, gewaarmerkt en ondertekend in of onderaan de overeenkomst die aanleiding geeft tot de heffing van het verhoudingsgewijze registratierecht of in een schriftelijke verklaring gevoegd bij deze overeenkomst wordt de verwerfer geacht een vennoot van de vennootschap of een verbonden persoon in de zin van vorig lid te zijn.";

4° er wordt een lid 4 toegevoegd, luidend als volgt : "Bij ontstentenis van de verklaring bedoeld in lid 3 wordt de overeenkomst onder toepassing van het verkooprecht geregistreerd; wat geïnd wordt boven op het recht dat toegepast had moeten worden als een dergelijke verklaring opgenomen was geweest, is overeenkomstig artikel 209, lid 1, 1°, e), op grond van een verklaring van de verwerfer waarin de inhoud van de verklaringen bedoeld in deze leden opgenomen is, terugbetaalbaar.".

Art. 11. In artikel 209 van het Wetboek der registratierechten worden in lid 1, 1°, twee litterae toegevoegd :

"d) de voorwaarden van niet-toepassing van artikel 129 vervuld zijn;

e) de verwerfer noch een vennoot van de vennootschap noch een verbonden persoon in de zin van artikel 130 is.".

Art. 12. Artikel 133 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 30 juli 2009, wordt aangevuld met de twee volgende leden:

"Indien er, wat betreft lid 2, b), een verdeling bestaat van de volle eigendom voortvloeiend uit een nalatenschap als de vruchtgebruiker afziet van zijn recht ten gunste van de blote eigenaar(s) voordat of nadat hij hem/hen binnen een maximumtermijn van drie jaar het recht van eigendom of van blote eigendom heeft gegeven, wordt de belastbare grondslag van deze schenking herzien, behalve als de vruchtgebruiker bewijst dat deze gezamenlijke rechtshandelingen verantwoord zijn door andere motieven dan de wil om de verschuldigde rechten te vermijden om er de

verkoopwaarde van het vruchtgebruik waarvan afgezien werd aan toe te voegen en aldus de heffing van het aanvullend schenkingsrecht mogelijk te maken. De verkoopwaarde van het vruchtgebruik waarvan afgezien werd, wordt eveneens berekend overeenkomstig de artikelen 47 tot 50 op de dag van de schenking.

Voor de herziening van de belastbare grondslag bedoeld in lid 3 wordt enkel rekening gehouden met de verkoopwaarde van het vruchtgebruik voortkomend uit de nalatenschap.”.

Art. 13. Artikel 206 van hetzelfde Wetboek, vervangen door de wet van 10 februari 1981, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1986, bij het koninklijk besluit van 20 juli 2000, bij het koninklijk besluit van 13 juli 2001, bij de wet van 27 december 2006 en bij de wet van 20 september 2012, wordt aangevuld met een lid luidend als volgt:

“Wanneer de overtreding begaan wordt in het kader van een registratierecht dat een gewestelijke belasting is in de zin van artikel 3, lid 1, 6^o tot 8^o, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, wordt het bedrag van het maximum van de boete vastgesteld in lid 1 op 500 000 euro gebracht bij overtreding van de regels ter regeling van deze belastingen, met uitzondering van de regels betreffende de procedureregels.”.

Art. 14. Artikel 206*bis* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 10 februari 1981 en laatst gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1986, wordt aangevuld met een lid luidend als volgt:

“Wanneer de overtreding begaan wordt in het kader van een registratierecht dat een gewestelijke belasting is in de zin van artikel 3, lid 1, 6^o tot 8^o, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, wordt het bedrag van het maximum van de boete vastgesteld in leden 1 en 2 op 500 000 euro gebracht bij overtreding van de regels ter regeling van deze belastingen, met uitzondering van de regels betreffende de procedureregels.”.

Art. 15. Artikel 207*bis* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 10 februari 1981 en laatst gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1986, wordt aangevuld met een lid luidend als volgt:

“Wanneer het verbod overtreden wordt in het kader van een registratierecht dat een gewestelijke belasting is in de zin van artikel 3, lid 1, 6^o tot 8^o, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, wordt het bedrag van het maximum van de boete vastgesteld in lid 1 op 500 000 euro gebracht bij overtreding van de regels ter regeling van deze belastingen, met uitzondering van de regels betreffende de procedureregels.”.

Afdeling 2. — Wijzigingen in het Wetboek der successierechten

Art. 16. Artikel 5 van Wetboek der successierechten wordt vervangen als volgt:

“Art. 5. De overlevende echtgenoot, wie een huwelijksvereenkomst, die niet aan de regelen betreffende de schenkingen onderworpen is, meer dan de helft van het gemeenschappelijk vermogen toekent, wordt voor de heffing der rechten van successie en van overgang bij overlijden, gelijkgesteld met de overlevende echtgenoot die, wanneer niet wordt afgeweken van de gelijke verdeling van het gemeenschappelijk vermogen, het deel van de andere echtgenoot krachtens een schenking of een uiterste wilsbeschikking geheel of gedeeltelijk verkrijgt.”.

Art. 17. Artikel 133 van hetzelfde Wetboek, vervangen door de wet van 10 februari 1981, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1986, bij het koninklijk besluit van 20 juli 2000 en bij het koninklijk besluit van 13 juli 2001, wordt gewijzigd als volgt:

1^o het getal “12.500” wordt vervangen door het getal “500.000”;

2^o het artikel wordt aangevuld met de woorden, “uitgezonderd de bepalingen betreffende de procedureregels, in welk geval het maximum van de boete vastgesteld wordt op 12.500 EUR”.

Art. 18. Artikel 133*bis* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 10 december 1981, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1986, bij het koninklijk besluit van 20 juli 2000 en bij het koninklijk besluit van 13 juli 2001, wordt gewijzigd als volgt:

1^o het getal “12.500” wordt vervangen door het getal “500.000”;

2^o lid 1 wordt aangevuld met volgende zin “In het geval waarin de overtreding een proceduregel betreft, wordt het maximum van de boete vastgesteld op 12.500 euro.”;

3^o lid 2 wordt aangevuld met volgende zin : “In het geval waarin dat vals getuigschrift opgesteld of gebruikt is in het kader van een overtreding van een proceduregel, wordt het maximum van de boete vastgesteld op 12.500 euro.”.

Art. 19. Artikel 133quater van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 10 december 1981, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1986, bij het koninklijk besluit van 20 juli 2000 en bij het koninklijk besluit van 13 juli 2001, wordt gewijzigd als volgt:

- het getal "12.500" wordt vervangen door het getal "500.000";

- het enig lid wordt aangevuld als volgt: "In het geval waarin het verbod of de sluiting uitgesproken is in het kader van een overtreding van een procedureregel, wordt het maximum van de boete vastgesteld op 12.500 euro."

Afdeling 3 – Wijzigingen in het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen

Art. 20. In artikel 68ter van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, ingevoegd bij het decreet van 10 december 2009, wordt het getal "125 000" vervangen door het getal "500 000".

Art. 21. In artikel 90 van hetzelfde Wetboek, hersteld bij het decreet van 10 december 2009, wordt het getal "125 000" telkens vervangen door het getal "500.000".

Afdeling 4 - Wijziging in het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen

Art. 22. In artikel 63, § 1, van het decreet van 6 mei 1999, vervangen door het decreet van 28 november 2013, wordt het getal "100" vervangen door het getal "200".

Afdeling 6. — Inwerkingtreding

Art. 23. Dit decreet treedt in werking op 1 juli 2017 behalve voor:

1° de hoofdstukken I en II die uitwerking hebben de dag van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van de laatste wetgevende akte tot instemming met het samenwerkingsakkoord van 20 februari 2017 tussen de Federale Overheid, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en het Waalse Gewest met betrekking tot het beheer van de dienst voor de regularisatie van gewestelijke belastingen en niet uitsplitsbare fiscaal verjaarde kapitalen en de oprichting van een regularisatiesysteem van niet uitsplitsbare fiscaal verjaarde kapitalen;

2° artikel 16 is van toepassing op alle aangiften van nalatenschappen, ingediend vanaf de inwerkingtreding van dit decreet en enkel voor de beoogde huwelijksovereenkomsten aangegaan vanaf 1 juli 2014.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 1 juni 2017.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,

M. PREVOT

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,

E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer en Dierenwelzijn,

C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Administratieve Vereenvoudiging en Energie,

C. LACROIX

De Minister van Plaatselijke Besturen, de Stad en Huisvesting,

P-Y. DERMAGNE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens, afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN

Nota

(1) Zitting 2016-2017.

Stukken van het Waals Parlement, 786 (2016-2017) Nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, openbare zitting van 31 mei 2017.

Bespreking.

Stemming

BIJLAGE

20 FEBRUARI 2017. - Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Overheid, het Waalse Gewest en het Brussels hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot het beheer van de dienst voor de regularisatie van gewestelijke belastingen en niet uitsplitsbare fiscaal verjaarde kapitalen en de oprichting van een regularisatiesysteem van niet uitsplitsbare fiscaal verjaarde kapitalen

Gelet op de grondwet, de artikelen 1, 33, 35, 39 en 134 ;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 92*bis*, § 1, ingevoegd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en laatst gewijzigd bij de bijzondere wetten van 6 januari 2014 ;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen ;

Gelet op de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, gewijzigd laatst gewijzigd bij de bijzondere wet van 6 januari 2014 tot hervorming van de financiering van de gemeenschappen en de gewesten, tot uitbreiding van de fiscale autonomie van de gewesten en tot financiering van de nieuwe bevoegdheden, de artikelen 3, 4 en 5/1 ;

Gelet op de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, artikel 5, § 3 ;

Gelet op de wet van 21 juli 2016 tot invoering van een permanent systeem inzake fiscale en sociale regularisatie, artikel 18 ;

De Federale Overheid, vertegenwoordigd door zijn Regering in de persoon van de heren Charles Michel, Eerste Minister, Koen Geens, Minister van Justitie en Johan Van Overtveldt, Minister van Financiën, belast met de Bestrijding van de fiscale fraude;

Het Waals Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering in de persoon van de heren Paul Magnette, Minister-president van de Waalse Regering en Christophe Lacroix, Minister voor Begroting, Openbaar ambt en Administratieve vereenvoudiging van de Waalse Regering ;

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering in de persoon van de heren Rudi Vervoort, Minister-president van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en Guy Vanhengel, Minister belast met Financiën, Begroting en Externe Betrekkingen van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

die gezamenlijk hun bevoegdheden uitoefenen, zijn overeengekomen wat hierna volgt :

HOOFDSTUK I. - Algemene bepalingen

Artikel 1. Met het oog op de toepassing van dit samenwerkingsakkoord wordt verstaan onder :

1° “niet uitsplitsbare fiscaal verjaarde kapitalen”: de fiscaal verjaarde kapitalen of een gedeelte ervan waarvoor de aangever er niet in slaagt aan te tonen aan de hand van schriftelijk bewijs, desgevallend aangevuld met andere bewijsmiddelen van het gemeen recht, met uitzondering van de eed en het bewijs door getuigen, dat deze kapitalen moeten onderworpen worden ofwel aan een federale belasting binnen het toepassingsveld van de wet van 21 juli 2016 tot invoering van een permanent systeem inzake fiscale en sociale regularisatie, ofwel aan registratierechten of aan successierechten waarvoor de federale overheid de dienst van de belastingen verzekert ;

2° “verjaard”: behoudens tegenbewijs zijn de niet uitsplitsbare fiscaal verjaarde kapitalen geacht verjaard te zijn wanneer de aangever aantoont, middels schriftelijk bewijs, desgevallend aangevuld met andere bewijsmiddelen van het gemeen recht, met uitzondering van de eed en het bewijs door getuigen, dat zij minstens 10 jaar voor het neerleggen van de in het ten 4° bedoelde regularisatieaangifte met betrekking tot de niet uitsplitsbare fiscaal verjaarde kapitalen, werden samengesteld ;

3° “Contactpunt”: het binnen de Federale Overheidsdienst Financiën opgerichte Contactpunt regularisaties ;

4° “regularisatieaangifte met betrekking tot de niet uitsplitsbare fiscaal verjaarde kapitalen”: de aangifte waarvan het model, na overleg met de Gewestregeringen, wordt vastgelegd met een koninklijk besluit, gaande over de sommen, handelingen en kapitalen die kunnen geregulariseerd worden krachtens hoofdstuk II van dit akkoord, gedaan bij het Contactpunt met het oog op het bekomen van een regularisatieattest mits de verschuldigde heffing wordt betaald ;

5° “regularisatieaangifte met betrekking tot gewestelijke belastingen”: de aangifte waarvan het model, na overleg met de Gewestregeringen, wordt vastgelegd met een koninklijk besluit, gaande over de sommen, handelingen en kapitalen die kunnen geregulariseerd worden krachtens de gewestelijke bepalingen, gedaan bij het Contactpunt met het oog op het bekomen van een regularisatieattest mits de verschuldigde heffing wordt betaald ;

6° “regularisatieattest”: het attest waarvan het model, na overleg met de Gewestregeringen, wordt vastgelegd met een koninklijk besluit als gevolg van de betaling van de in artikel 1, 9°, van dit akkoord bedoelde heffing ;

7° “aangever”: de natuurlijke persoon of de rechtspersoon die overgaat tot het indienen van een regularisatieaangifte hetzij in persoon hetzij door bemiddeling van een gemachtigde ;

8° “gemachtigde”: een in de artikelen 2 en 3 van de wet van 11 januari 1993 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld en de financiering van terrorisme, beoogde persoon of onderneming ;

9° “heffing”: de verschuldigde som naar aanleiding van de regularisatie uitgevoerd overeenkomstig dit samenwerkingsakkoord en / of de gewestelijke bepalingen inzake regularisatie ;

10° “federale belastingen”: de belastingen waarvoor een fiscale en sociale regularisatie volgens de wet van 21 juli 2016 mogelijk is ;

11° “gewestelijke belastingen”: de belastingen waarvoor een fiscale regularisatie volgens de gewestelijke regularisatiebepalingen mogelijk is ;

12° “wet van 21 juli 2016”: de wet van 21 juli 2016 tot invoering van een permanent systeem inzake fiscale en sociale regularisatie.

Art. 2. De Federale Overheid, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk gewest komen overeen dat de registratierechten evenals de successierechten waarvoor de federale overheid de dienst van de belastingen verzekert, het voorwerp van een regularisatie kunnen zijn.

Het huidig samenwerkingsakkoord handelt meer bepaald over :

1° het vastleggen van de regels of het preciseren van de reeds bestaande in de wet van 21 juli 2016 volgens welke de Federale overheid , voor rekening van de Gewesten, het beheer van de regularisaties verzekert wanneer deze, enerzijds gaan over bepaalde regionale belastingen waarvan de aard is vastgelegd door een decreet of een ordonnantie en anderzijds, over niet uitsplitsbare fiscaal verjaarde kapitalen ;

2° het vastleggen van de regularisatie van niet uitsplitsbare fiscaal verjaarde kapitalen.

HOOFDSTUK II. - De regularisatie van niet uitsplitsbare fiscaal verjaarde kapitalen

Art. 3. De niet uitsplitsbare fiscaal verjaarde kapitalen vormen het voorwerp van een in artikel 1, 4°, bedoelde regularisatieaangifte die ten laatste op 31 december 2020 wordt ingediend. Deze aangifte wordt gevestigd overeenkomstig artikel 7° van dit akkoord.

De niet uitsplitsbare fiscaal verjaarde kapitalen die het voorwerp vormen van de in het vorige lid bedoelde regularisatieaangifte worden aan een heffing van 37 procentpunten op het kapitaal onderworpen.

Vanaf 1 januari 2018 wordt het in het tweede lid bedoelde tarief verhoogd met 1 procentpunt.

Vanaf 1 januari 2019 wordt het in het tweede lid bedoelde tarief verhoogd met 2 procentpunt.

Vanaf 1 januari 2020 wordt het in het tweede lid bedoelde tarief verhoogd met 3 procentpunt.

Art. 4. De niet uitsplitsbare fiscaal verjaarde kapitalen kunnen niet worden geregulariseerd als ze in verband kunnen worden gebracht met :

- * terrorisme of financiering van terrorisme ;
- * georganiseerde misdaad ;
- * illegale handel in verdovende middelen ;
- * illegale handel in wapens en daaraan verbonden goederen en handelswaren, met inbegrip van antipersoonsmijnen en/of clustermunities ;
- * handel in clandestiene werkkrachten ;
- * mensenhandel ;
- * uitbuiting van prostitutie ;
- * illegaal gebruik bij dieren van stoffen met hormonale werking of illegale handel in dergelijke stoffen ;
- * illegale handel in menselijke organen of weefsels ;
- * fraude ten nadele van de financiële belangen van de Europese Gemeenschappen ;
- * verduistering door personen die een openbare functie uitoefenen en corruptie ;
- * ernstige milieucriminaliteit ;
- * namaak van muntstukken of bankbiljetten ;
- * namaak van goederen ;
- * piraterij ;
- * beursdelicten ;
- * onwettig openbaar aantrekken van spaargelden of het verlenen van beleggingsdiensten, diensten van valutahandel of van geldoverdracht zonder vergunning ;

* oplichting, gijzeling, diefstal of afpersing of misdrijven die verband houden met een staat van faillissement.

Art. 5. Als de in artikel 1, 4°, bedoelde regularisatieaangifte gedaan werd conform de bepalingen van dit akkoord, heeft de definitieve, zonder enig voorbehoud uitgevoerde betaling van de in artikel 1, 9°, van dit akkoord bedoelde heffing tot gevolg dat de niet uitsplitsbare fiscaal verjaarde kapitalen voor het overige niet meer onderworpen zijn of kunnen worden aan een federale of gewestelijke belasting beoogd door de bepalingen van de federale en gewestelijke regularisatie.

Evenwel hebben noch de regularisatieaangifte, noch de betaling van de heffingen, noch de regularisatieattesten uitwerking als :

1° de geregulariseerde niet uitsplitsbare fiscaal verjaarde kapitalen voortkomen van een misdrijf bedoeld in artikel 505 van het Strafwetboek, behoudens wanneer deze uitsluitend zijn verkregen uit misdrijven als bedoeld in de artikelen 449 en 450 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, in de artikelen 73 en 73bis van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, in de artikelen 206 en 206bis van het Wetboek der registratie, hypotheek- en griffierechten, in de artikelen 133 en 133bis van het Wetboek Successierechten en in de artikelen 207 en 207bis van het Wetboek diverse rechten en taksen ;

2° de geregulariseerde niet uitsplitsbare fiscaal verjaarde kapitalen voortkomen uit een misdrijf bedoeld in artikel 5, § 3, van de wet van 11 januari 1993 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld en de financiering van terrorisme met uitzondering van het strafbaar feit bedoeld in artikel 5, § 3, 1°, elfde streepje van dezelfde wet, het misdrijf "misbruik van vennootschapsgoederen" en het misdrijf "misbruik van vertrouwen", voor zover geregulariseerd wordt overeenkomstig dit akkoord ;

3° de aangever, vóór de indiening van de regularisatieaangifte, door een Belgische gerechtelijke instantie, een Belgische belastingadministratie, een Belgische sociale zekerheidsinstelling of een sociale inspectiedienst of de FOD Economie, schriftelijk in kennis is gesteld van lopende specifieke onderzoekdaden ;

4° ten behoeve van dezelfde aangever reeds een in artikel 1, 4°, bedoelde regularisatieaangifte werd ingediend sinds de datum van de inwerkingtreding van dit samenwerkingsakkoord.

Art. 6. § 1. Personen die zich schuldig hebben gemaakt aan misdrijven als bedoeld in de artikelen 449 en 450 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, in de artikelen 73 en 73bis van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, in de artikelen 206 en 206bis van het Wetboek der registratie, hypotheek- en griffierechten, in de artikelen 133 en 133bis van het Wetboek Successierechten, in de artikelen 207 en 207bis van het Wetboek diverse rechten en taksen, of aan misdrijven omschreven in artikel 505 van het Strafwetboek, in zoverre die betrekking hebben op de vermogensvoordelen die rechtstreeks uit de voormelde misdrijven zijn verkregen of op de goederen en waarden die in de plaats ervan zijn gesteld of op de inkomsten uit de belegde voordelen, evenals personen die mededaders of medeplichtigen zijn aan deze misdrijven in de zin van de artikelen 66 en 67 van het Strafwetboek, zijn vrijgesteld van strafvervolging uit dien hoofde, indien zij niet vóór de datum van indiening van de in artikel 1, 4°, van dit akkoord bedoelde regularisatieaangifte, het voorwerp hebben uitgemaakt van een opsporingsonderzoek of gerechtelijk onderzoek uit hoofde van deze misdrijven en indien er een regularisatieaangifte werd gedaan onder de voorwaarden van dit akkoord en de ingevolge die regularisatieaangifte verschuldigde heffing definitief en zonder enig voorbehoud werd betaald.

§ 2. Voor alle misdrijven, andere dan deze bepaald in § 1, kunnen de in § 1 bedoelde personen nog steeds het voorwerp uitmaken van strafvervolgning.

Personen die zich schuldig hebben gemaakt aan de misdrijven bepaald in de artikelen 193 tot 197, 489 tot 490bis, 491 en 492bis van het Strafwetboek, artikel 16 van de wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding van de ondernemingen, artikel 12 van het koninklijk besluit van 5 oktober 2006 houdende maatregelen ter controle van het grensoverschrijdend verkeer van liquide middelen, de verschillende strafbepalingen van het Wetboek van vennootschappen, en die werden begaan met het oog op het plegen van of het vergemakkelijken van de in § 1 bedoelde misdrijven of die het gevolg zijn van de in § 1 bedoelde misdrijven, blijven voor deze misdrijven vrij van straf, indien ze vóór de datum van indiening van de in artikel 1, 4°, bedoelde regularisatieaangifte niet het voorwerp hebben uitgemaakt van een opsporingsonderzoek of gerechtelijk onderzoek uit hoofde van deze misdrijven en ze de verschuldigde heffing definitief en zonder enige voorbehoud hebben betaald.

De bepalingen van het eerste en tweede lid zijn niet van toepassing op mededaders en medeplichtigen die geen regularisatieaangifte hebben ingediend.

De bovenstaande bepalingen doen geen afbreuk aan de rechten van derden.

§ 3. De leden van het Contactpunt, zijn personeelsleden, alsook de andere ambtenaren die bij hem gedetacheerd zijn, hebben geen mededelingsplicht zoals bedoeld in artikel 29 van het Wetboek van strafvordering.

HOOFDSTUK III. - Beheer van de dienst van de regularisatie van gewestelijke belastingen en/of niet uitsplitsbare fiscaal verjaarde kapitalen

Art. 7. De in artikel 1 bedoelde regularisatieaangiften worden bij het Contactpunt ingediend door middel van een overeenkomstig artikel 1 vastgesteld aangifteformulier. Dit aangifteformulier vermeldt onder andere de naam van de indiener en in voorkomend geval de naam van zijn gemachtigde, het bedrag van de sommen en de niet uitsplitsbare fiscaal verjaarde kapitalen en de datum van indiening van de aangifte.

De onderliggende stukken kunnen worden ingediend tot 6 maanden na de indiening van de in artikel 1 bedoelde regularisatieaangiften.

Het Contactpunt heeft de mogelijkheid om de onderliggende stukken die met de in artikel 1 bedoelde regularisatieaangiften worden meegestuurd en die betrekking hebben op de geregulariseerde bedragen, na te kijken met het oog op de overeenstemming ervan met de gegevens uit de in artikel 1 bedoelde neergelegde regularisatieaangifte.

Stukken die overlegd worden naar aanleiding van een regularisatieaangifte en die geen betrekking hebben op de geregulariseerde bedragen, worden geacht geen deel uit te maken van de regularisatieaangifte en kunnen zodoende later niet tegengeworpen worden aan een binnenlandse of buitenlandse administratieve of rechterlijke instantie of financiële instelling.

De in artikel 1 bedoelde regularisatieaangiften zullen met een bondige verklaring omtrent het fraudeschema, alsook van de omvang en de oorsprong van de geregulariseerde sommen en de niet uitsplitsbare fiscaal verjaarde kapitalen, de periode waarin deze zijn ontstaan en de voor de geregulariseerde bedragen gebruikte financiële rekeningen, worden ingediend.

Na ontvangst van de regularisatieaangifte, brengt het Contactpunt de aangever of zijn gemachtigde schriftelijk op de hoogte van de ontvankelijkheid ervan. Het Contactpunt stelt in dezelfde brief het bedrag vast van de in uitvoering van dit akkoord verschuldigde heffing.

De betaling van de heffing moet definitief en zonder enig voorbehoud verricht worden binnen 15 kalenderdagen volgend op de verzendingsdatum van die brief en is definitief door de Schatkist verworven.

Op het ogenblik van de ontvangst van deze definitieve en zonder enig voorbehoud uitgevoerde betaling, verzendt het Contactpunt aan de aangever of zijn gemachtigde, een regularisatieattest waarvan het model overeenkomstig artikel 1, 6°, wordt vastgesteld en dat meer bepaald de naam van de aangever en in voorkomend geval van zijn gemachtigde, het bedrag van de heffing en van de geregulariseerde sommen en de niet uitsplitsbare fiscaal verjaarde kapitalen, bevat.

Zodra het regularisatieattest aan de aangever of zijn gemachtigde werd verzonden, brengt het Contactpunt de Cel voor financiële informatieverwerking opgericht door de voornoemde wet van 11 januari 1993 op de hoogte van de regularisatie die werd gesloten en bezorgt het een kopie van het regularisatieattest en de in het vierde lid bedoelde, met uitzondering van het fraudeschema.

De aangiften die bij het Contactpunt worden verricht, worden genummerd en bijgehouden. Het Contactpunt houdt bovendien een lijst bij van de afgeleverde regularisatieattesten met vermelding van het nummer van de regularisatieaangifte.

De ambtenaren en personeelsleden die actief zijn binnen het Contactpunt zijn gehouden tot het beroepsgeheim bedoeld in artikel 458 van het Strafwetboek.

Zij mogen de naar aanleiding van de regularisatieaangifte verkregen inlichtingen bovendien niet bekend maken aan de andere diensten van de Federale Overheidsdienst Financiën of aan andere gewestelijke openbare diensten.

Art. 8. Noch de Federale Overheidsdienst Financiën noch de diensten van het Waalse Gewest of de diensten van het Brussels Hoofdstedelijk gewest kunnen de regularisatieaangiften bedoeld in artikel 1, van dit akkoord, de daaropvolgende betaling van de verschuldigde heffing en het in artikel 1 bedoelde attest met betrekking tot gewestelijke belastingen waarvoor de Federale overheid de dienst van de belastingen verzekert of niet uitsplitsbare fiscaal verjaarde kapitalen, als indicie of aanwijzing aanwenden om fiscale onderzoeks- of controleverrichtingen uit te voeren, om mogelijke inbreuken op de belastingwetgeving te melden of om inlichtingen uit te wisselen, behalve met betrekking tot de vaststelling van de ingevolge de aangifte verschuldigde heffing en het bedrag van de geregulariseerde kapitalen.

Het Contactpunt communiceert evenwel jaarlijks aan de Regionale minister die de begroting onder zijn bevoegdheid heeft, een rapport waarin de fraudeschema's met betrekking tot de regionale belastingen die door de aangevers werden meegedeeld, zijn opgenomen.

Art. 9. Binnen de grenzen gesteld door de gewestelijke bepalingen tot instelling van een regularisatiesysteem, kan het regularisatieattest met betrekking tot een gewestelijke belasting waarvoor de federale overheid de dienst verzekert, gebruikt worden als bewijsmiddel voor de hoven en rechtbanken, voor de administratieve rechtscolleges, evenals tegenover elke federale of gewestelijke openbare dienst.

Binnen de grenzen gesteld door artikel 5 van dit akkoord kan het regularisatieattest met betrekking tot niet uitsplitsbare fiscaal verjaarde kapitalen, gebruikt worden als bewijsmiddel voor de hoven en rechtbanken, voor de administratieve rechtscolleges, evenals tegenover elke federale of gewestelijke openbare dienst.

HOOFDSTUK IV. - Storting door de Federale Staat aan het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van de heffingen voortkomend uit de regularisatie van welbepaalde gewestelijke belastingen en van niet uitsplitsbare fiscaal verjaarde kapitalen

Art. 10. Het gedeelte van de door het Contactpunt geïnde heffingen met betrekking tot regionale belastingen gelokaliseerd in het Waals Gewest wordt aan het Waals Gewest gestort, uiterlijk de voorlaatste werkdag van de maand volgend op de inning van de heffingen.

Het gedeelte van de door het Contactpunt geïnde heffingen met betrekking tot regionale belastingen gelokaliseerd in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gestort, uiterlijk de voorlaatste werkdag van de maand volgend op de inning van de heffingen.

Art. 11. De niet uitsplitsbare verjaarde kapitalen bedoeld in dit samenwerkingsakkoord zijn de kapitalen waarvoor zowel federale belastingen als gewestelijke belastingen uitsluitend gelokaliseerd in één Gewest, verschuldigd zijn.

Wat de Gewestelijke belastingen betreft worden zij geacht te zijn gelokaliseerd in :

a) in het Waals Gewest, voor de niet uitsplitsbare verjaarde kapitalen :

- voortkomende uit een successie wanneer de erflater zijn woonplaats op het moment van overlijden in het Waals gewest heeft. Wanneer de erflater in de vijf jaar voorafgaand aan zijn overlijden zijn woonplaats op meer dan één plaats in België heeft gehad : het Waals Gewest indien de fiscale woonplaats van de erflater in deze periode het langst in het Waals Gewest gevestigd was ;
- voortkomende uit verrichtingen waarvoor registratierechten op overgangen onder bezwarende titel van onroerende goederen gelegen in het Waals Gewest, verschuldigd waren ;
- voortkomende uit verrichtingen waarvoor registratierechten op de vorming van een hypotheek verschuldigd waren wanneer het onroerend goed gelegen is in het Waals Gewest ;
- voortkomende uit verrichtingen waarvoor registratierechten op de schenking tussen levenden van roerende of onroerende goederen verschuldigd waren wanneer de schenker op het moment van de schenking zijn woonplaats in het Waals Gewest heeft. Wanneer de schenker in de vijf jaar voorafgaand aan de schenking zijn woonplaats op meer dan één plaats in België heeft gehad : het Waals Gewest indien de fiscale woonplaats van de schenker in deze periode het langst in het Waals Gewest gevestigd was ;
- voortkomende uit verrichtingen waarvoor registratierechten verschuldigd waren op de gedeeltelijke of totale verdeling van in België gelegen onroerende goederen, de overdracht onder bezwarende titel tussen mede-eigenaren in onverdeeldheid van dergelijke goederen wanneer het onroerende goed gelegen is in het Waals Gewest;

b) in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, voor de niet uitsplitsbare verjaarde kapitalen :

- voortkomende uit een successie wanneer de erflater zijn woonplaats op het moment van overlijden in het Brussels Hoofdstedelijk gewest heeft. Wanneer de erflater in de vijf jaar voorafgaand aan zijn overlijden zijn woonplaats op meer dan één plaats in België heeft gehad : het Brussels Hoofdstedelijk Gewest indien de fiscale woonplaats van de erflater in deze periode het langst in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gevestigd was ;
- voortkomende uit verrichtingen waarvoor registratierechten op overgangen onder bezwarende titel van onroerende goederen gelegen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, verschuldigd waren ;
- voortkomende uit verrichtingen waarvoor registratierechten op de vorming van een hypotheek verschuldigd waren wanneer het onroerend goed gelegen is in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

- voortkomende uit verrichtingen waarvoor registratierechten op de schenking tussen levenden van roerende of onroerende goederen verschuldigd waren wanneer de schenker op het moment van de schenking zijn woonplaats in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest heeft. Wanneer de schenker in de vijf jaar voorafgaand aan de schenking zijn woonplaats op meer dan één plaats in België heeft gehad : het Brussels Hoofdstedelijk Gewest indien de fiscale woonplaats van de schenker in deze periode het langst in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gevestigd was ;

- voortkomende uit verrichtingen waarvoor registratierechten verschuldigd waren op de gedeeltelijke of totale verdeling van in België gelegen onroerende goederen, de overdracht onder bezwarende titel tussen mede-eigenaren in onverdeeldheid van dergelijke goederen wanneer het onroerende goed gelegen is in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Het bedrag van de heffing gevestigd overeenkomstig hoofdstuk II, wordt verdeeld in gelijke delen tussen de Federale overheid en het betrokken Gewest.

HOOFDSTUK V. - Inwerkingtreding

Art. 12. Dit samenwerkingsakkoord wordt tegelijkertijd met de verschillende instemmingsakten gepubliceerd in het *belgisch Staatsblad* door de federale Overheidsdienst Kanselarij van de Eerste Minister, op aanvraag van de Partij waarvan de wetgever als laatste zijn instemming met het akkoord heeft gegeven. De Partijen zullen onverwijld het initiatief nemen voor de instemmingsakten.

Het akkoord treedt in werking op de dag die volgt op de publicatie in het *belgisch Staatsblad* van het samenwerkingsakkoord en de instemmingsakten.

Gedaan te Brussel, op 20 februari 2017, in 3 originele exemplaren.

Voor de Federale Overheid :

De Eerste Minister,

Ch. MICHEL

De Minister van Justitie,

K. GEENS

De Minister van Financiën, bevoegd voor de strijd tegen de fiscale fraude,

J. VAN OVERTVELDT

Voor het Waals Gewest :

De Minister-president van het Waalse Gewest,

P. MAGNETTE

Minister voor Begroting,
Openbaar ambt en Administratieve vereenvoudiging van de Waalse Regering,

C. LACROIX

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

De Minister-president van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

R. VERVOORT

De Minister belast met Financiën,
Begroting en Externe Betrekkingen van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

G. VANHENGEL

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/203597]

**18 MAI 2017. — Décret relatif à la reconnaissance et aux obligations des établissements
chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus. — Erratum**

Dans la version française du décret susmentionné, publié au *Moniteur belge* du 16 juin 2017, à la page 65741, l'article 10, § 1^{er}, 2^o, doit se lire comme suit :

« 2^o être en mesure de fournir une copie du permis d'urbanisme du bâtiment ou des bâtiments utilisés comme lieu de culte délivré spécifiquement dans le cadre de l'activité culturelle envisagée; ».

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/203597]

**18 MEI 2017. — Decreet betreffende de erkenning en de verplichtingen van de instellingen
belast met het beheer van de temporeliën van de erkende erediensten. — Erratum**

In de Franse versie van bovenvermeld decreet, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 16 juni 2017, blz. 65741, dient artikel 10, § 1, 2^o, als volgt te worden gelezen :

« 2^o être en mesure de fournir une copie du permis d'urbanisme du bâtiment ou des bâtiments utilisés comme lieu de culte délivré spécifiquement dans le cadre de l'activité culturelle envisagée; ».